



## **RAPPORT FINAL**

# **EVALUATION DU PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE ET AU CENTRE DE RESSOURCES COMMUNAUTAIRES A MOPTI**

**Badji KARAMBE, Ingénieur agroéconomiste, Consultant évaluateur**

**Octobre 2015**

## **REMERCIEMENTS**

En nous sélectionnant pour l'évaluation dirigée du Projet d'Appui à la Gouvernance et au Centre de Ressources Communautaires, la Fondation STRØMME, Bureau Afrique de l'Ouest (SFWA) nous a accordé sa confiance.

C'est l'occasion pour nous de manifester notre reconnaissance aux responsables de la SFWA et particulièrement à :

- Mme Andrea AHOUASSA, Chargée de programme senior;
- M. Solimane COULIBALY, Chargé de Suivi-évaluation
- M. Moussa OUEDRAOGO, Coordinateur du secteur éducation

Nos remerciements vont également à l'endroit des personnes ressources qui, sur le terrain, n'ont ménagé aucun effort pour nous faciliter la tâche. Il s'agit notamment de :

- M. Lassina DEBA, Coordinateur de l'ONG EVEIL à Sévaré ;
- M. Nabouna Abou TRAORE, Personne ressource de l'ONG EVEIL à Sévaré / Konna ;
- M. Hamadi Tiambal TRAORE, Modérateur CRC à Diogui ;

Nous exprimons notre sincère reconnaissance à (1) tous les responsables et membres des Organisations Communautaires de Base ainsi que les ménages agricoles bénéficiaires des actions concrètes, (2) les autorités locales et (3) les responsables des services techniques de l'agriculture et du développement social au niveau local, pour leur collaboration combien fructueuse tout au long du processus d'évaluation.

Le Consultant / évaluateur

***M. Badji KARAMBE***

## SOMMAIRE

REMERCIEMENTS .....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	5
RESUME EXECUTIF .....	6
a. Recommandations communes : .....	6
b. Recommandations spécifiques : .....	7
INTRODUCTION .....	8
a. Rappel du contexte et de la justification de l'évaluation : .....	8
b. Objectifs de l'évaluation .....	9
<b>1. RAPPEL DE LA METHODOLOGIE DE L'EVALUATION .....</b>	<b>11</b>
1.1 Phase préparatoire, étude/analyse documentaire et entretiens .....	11
1.1.1 Échanges avec la SFWA à Bamako .....	11
1.1.2 Revue documentaire préliminaire : .....	11
1.1.3 Préparation des outils de collecte d'information et l'échantillonnage : .....	11
1.2 Phase de terrain .....	11
1.2.1 Rencontre avec les autorités locales et structures d'appui : .....	11
1.2.2 Réalisation des enquêtes de terrain : .....	12
1.3 Phase d'analyse, de synthèse générale et d'élaboration du rapport .....	12
1.3.1 Saisie et traitement des données : .....	12
1.3.2 Analyse et synthèse des résultats : .....	12
a. Restitution à Bamako : .....	12
<b>2. DESCRIPTION DU PAGCR .....</b>	<b>13</b>
2.1 Aperçu sur la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest .....	13
2.2 Présentation de l'ONG EVEIL, partenaire de mise en œuvre du PAGCR .....	13
2.3 Présentation du Centre de Ressources Communautaire (CRC) .....	14
2.3.1 Données caractéristiques de l'initiative CRC : .....	15
2.3.2 Identification du CRC : .....	15
2.3.3 Objectifs et logique d'intervention .....	16
2.3.4 Suivi-évaluation .....	17
<b>3. RESULTATS DE L'EVALUATION .....</b>	<b>18</b>
3.1 Par rapport aux objectifs spécifiques assignés à l'évaluation .....	18
3.1.1 Au sujet de l'intégration des recommandations de l'évaluation précédente dans la mise en œuvre du Centre : .....	18
3.1.2 Au sujet de l'analyse des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés du projet de CRC : .....	21
3.1.3 Au sujet de la vérification et l'appréciation de valeur ajoutée des services rendus par le Centre dans la promotion des activités des communautés, des associations membres et autres structures par extension : .....	25
3.1.4 Au sujet de l'appréciation de la perception des autorités locales, des OCB (membres et non membres) et autres Institutions sur le Centre : .....	27
3.1.5 Au sujet de la vérification et de l'analyse des services rendus par le Centre dans la zone : .....	29
3.1.6 Au sujet de la vérification de la procédure de reconnaissance officielle / juridique du Centre : .....	33
3.1.7 Au sujet des forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone : .....	34
3.1.8 Au sujet de l'identification et de l'analyse des défis et des difficultés majeurs rencontrés par le Centre dans la zone : .....	35

3.1.9	<i>Au sujet de l'identification et de l'analyse des opportunités existantes pour le développement durable du Centre</i>	36
3.1.10	<i>Au sujet de l'analyse des perspectives d'avenir du Centre dans un contexte d'autonomisation</i>	36
3.1.11	<i>Au sujet de l'organisation et du fonctionnement interne du centre</i>	39
3.2	<b>LEÇONS APPRISES</b>	41
4.	<b>RECOMMANDATIONS GENERALES</b>	42
4.1	Recommandations communes	42
4.2	Recommandations spécifiques	42
	<b>CONCLUSION</b>	44
	<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b>	45
	<b>ANNEXES</b>	46
	ANNEXE 1: TERMES DE REFERENCES	46
	ANNEXE 2 : CHRONOGRAMME DES ACTIVITES SUR LE TERRAIN	51
	ANNEXE 3 : LISTE DES PERSONNES ET STRUCTURES RENCONTREES	52
	ANNEXE 4 : RECEPICE DE RECONNAISSANCE CRC N'DODJIGA	54
	ANNEXE 5 : FICHES RELATIVES A LA DEMARCHE	56

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>AA</b>	: Alphabétisation Active
<b>AGR</b>	: Activité Génératrice de Revenu
<b>AIVM</b>	: Association Ile et Vilaine de Mopti
<b>AMI</b>	: Appel à Manifestation d'Intérêt
<b>BNDA</b>	: Banque Nationale de Développement Agricole
<b>CA</b>	: Conseil d'Administration
<b>CO</b>	: Comité d'Orientation
<b>CRC</b>	: Centre de Ressources Communautaires
<b>CVC</b>	: Compétence de Vie Courante
<b>CVC</b>	: Cereal Value Chains (Programme d'appui aux chaînes de valeur céréalière)
<b>FCPS</b>	: Fédération des Centres de Prestations de Services (Faranfasiso)
<b>IEC</b>	: Information Éducation Communication
<b>IICEM</b>	: Initiatives Intégrées pour la Croissance Économique au Mali
<b>EPC</b>	: Epargner Pour le Changement
<b>FADEAI</b>	: Fonds d'Appui au Développement des Exploitations Agricoles Irriguées
<b>OCB</b>	: Organisations Communautaires de Base
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>PAGCR</b>	: Projet d'Appui à la Gouvernance et au Centre des Ressources Communautaires
<b>PADEO</b>	: Programme Amélioration et Diversification de l'Offre Educative
<b>PAOSC</b>	: Programme d'Appui aux Organisations de la Société Civile
<b>PARDDDES</b>	: Programme d'Appui au Renforcement de la Déconcentration et Décentralisation de l'Education et la Santé
<b>PASSIP</b>	: Programme d'Appui au Sous-Secteur de l'Irrigation de Proximité
<b>PIEV</b>	: Programme d'Insertion des Enfants Vulnérables
<b>PPIV</b>	: Petit Périmètre Irrigué Villageois
<b>RNA</b>	: Régénération Naturelle Assistée
<b>SDSES</b>	: Service du Développement Social et de l'Economie Solidaire
<b>SFWA</b>	: STRØMME Foundation West Africa
<b>S3A</b>	: Stratégie d'Apprentissage Accéléré pour Adolescent
<b>SSA/P</b>	: Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle
<b>SSA2</b>	: Stratégie de Scolarisation Accélérée 2

## **RESUME EXECUTIF**

Le Projet de Centre de Ressources Communautaires « Bolongal Faamu est une initiative de la Fondation STRØMME et de l'ONG Eveil pour une valorisation des acquis du Projet d'Education Civique et gouvernance dans la 5ème Région. Ces acquis sont entre autres la masse critique de néo alphabètes et la vingtaine de documents en langue nationale fulfulde. Le projet de centre de ressource vise la mobilisation des néo-alphabètes pour le développement de leur localité à travers leur utilisation dans un système d'accès durable aux services de formation et d'appui conseil pour les communautés à la base.

Cette évaluation a pour objectif d'apprécier l'intégration des recommandations de l'évaluation d'octobre 2013 dans la mise en œuvre des activités du centre dans la zone de Youwarou, plus précisément dans les Communes de Ndodjiga et Dirma et leur valeur ajoutée dans la performance du Centre.

Il ressort de l'étude que le centre de ressources communautaire est désormais une réalité dans le cercle Youwarou où il constitue une réponse adéquate pour un renforcement des capacités, d'appui conseil et d'accompagnement de nombreuses OCB créées sous l'impulsion de projets et programmes centrés sur les périmètres irrigués dont le retrait semblait précoce pour une autopromotion paysanne. En effet, le **CRC dans la zone de Youwarou représente** une Union des Sociétés Coopératives « Bolongal faamu » légalement constituée sous le récépissé Numéro **N°0107 /SDSES du 18 juin 2014**.

En outre, le processus de son autonomisation a démarré dans la zone à l'instar des autres antennes du CRC à Dialloubé et Konna.

Cependant, bien qu'à travers les services rendus, le centre ait permis la redynamisation organisationnelle et technique de nombreuses OCB et l'amélioration des revenus des bénéficiaires, l'impact de son intervention est limité par la faiblesse du temps d'expérimentation de l'approche auprès des OCB pour un changement de comportement vis-à-vis du service payant, laquelle est consécutive à la faiblesse de l'accompagnement des partenaires financiers et il n'est pas encore en mesure de se passer de l'appui de la fondation STRØMME pour sa pérennisation dans un contexte de pauvreté rurale et de concurrence entre les prestataires. Par ailleurs, la forte dépendance vis-à-vis de l'ONG Eveil, l'étroitesse du marché solvable institutionnel, le manque de transparence dans l'attribution des marchés de prestations de services, et le manque de ressources pour le financement des activités de modération et des cadres de concertation pour l'institution des stratégies financières constituent des points fragiles du CRC au niveau de la zone de Youwarou. Toutefois le marché reste prometteur avec la perspective d'une reprise des activités économiques et le retour des partenaires et l'évolution des mentalités de certaines catégories de la population qui adhère aux services promus par l'initiative.

Aussi la présente évaluation, tout en étant en harmonie avec les principes d'une autonomisation à moyen et long termes du CRC au niveau de la zone de Youwarou, préconise les recommandations suivantes :

### **a. Recommandations communes :**

- Diligenter une visite d'échanges d'expériences au niveau de la Fédération des Centres de Prestations de Services (FCPS) en vue d'une structuration plus pertinente ;

- Il est important de mettre en place un système de suivi / supervision qui permet une rencontre trimestrielle entre l'équipe de l'ONG EVEIL et le staff technique (Coordinateur éducation, chargé suivi-évaluation), et semestrielle avec le management (Chargée de programme senior et Directeur Régional) de la Fondation STRØMME ;
- Renforcer davantage la visibilité de l'initiative auprès des services techniques, des ONGs et projets pour créer des possibilités de partenariats synergiques.

**b. Recommandations spécifiques :**

***i. Pour la Fondation STRØMME :***

Sur la base des résultats, bien que perfectibles mais évidents, la SFWA devra envisager la poursuite de son accompagnement jusqu'à ce que les solutions de prise en charge soient trouvées sur les moyen et long termes :

- Envisager la stratégie de poursuivre le financement des activités du CRC avant son autonomisation effective à travers la mobilisation des ressources auprès de la Fondation STRØMME ou d'autres partenaires qui pourraient le faire. Cet aspect est très important à prendre en compte par la SFW surtout dans la perspective d'une capitalisation en vue d'une répliation au Mali ou ailleurs ;
- Réfléchir à une stratégie qui combinera appui en équipement / matériel et intrants pour venir en soutien (revêtement des canaux d'irrigation, engrais, gas oil, etc.) aux formations en vue de mieux faire voir la pertinence des services du CRC mais aussi de créer une accoutumance des OCB vis-à-vis de ces prestations (payantes à terme) ;
- Envisager dans le cadre du CRC, une initiative de former des détenteurs de Brevet de Technicien pour la gestion financière des OCB en tenant compte des spécificités locales et des acquis réalisés par le CRC en matière d'utilisation des néo-alphabètes (nécessité d'une concertation plus approfondie entre l'ONG EVEIL et la Fondation STRØMME).

***ii. Pour l'ONG EVEIL :***

- Recenser les services de l'état qui peuvent apporter leur appui à «Bolongal Faamu» et établir des termes de collaboration;
- Etablir les termes de partenariat avec les collectivités territoriales;
- Appuyer le CRC à assurer la représentation au niveau du cercle (point focal qui fait remonter / descendre les informations) ;

***iii. Pour le CRC :***

- Renforcer les capacités thématiques des modérateurs de «Bolongal Faamu» ;
- Avoir en permanence un formateur qui doit circuler entre les OCB en appui aux modérateurs ;
- Sensibiliser beaucoup les concitoyens;
- Réfléchir à une stratégie de rémunération des modérateurs;
- Trouver des formes de mobilisation de ressources internes (appui à la conduite des activités du modérateur: cultiver; repiquer etc.).

## **INTRODUCTION**

### **a. Rappel du contexte et de la justification de l'évaluation :**

Le Projet de Centre de Ressources Communautaires « Bolongal Faamu » est une initiative de la Fondation STRØMME pour une valorisation des acquis du Projet d'Education Civique et gouvernance dans la 5<sup>ème</sup> Région. Ces acquis sont entre autres : la masse critique de néo alphabètes et une vingtaine de documents produits en langue nationale Fulfuldé. Ces productions portent sur l'alphabétisation, la décentralisation, la citoyenneté, etc.

Le projet de centre de ressources vise donc à mobiliser les néo-alphabètes pour le développement de leur localité à travers leur implication dans un système d'accès durable aux services de formation et d'appui conseil pour les communautés à la base.

En effet, une étude sur l'état des lieux des organisations communautaires de base en 2009 a fait ressortir que le faible niveau organisationnel et institutionnel des OCB traduit leur incapacité à s'insérer dans le tissu économique local par le biais des opportunités offertes dans le cadre des nouvelles dispositions règlementaires régissant le mouvement associatif et coopératif. Le contexte de la décentralisation, l'existence d'un cadre et d'une volonté politique nationale en faveur du développement du monde rural constituent des facteurs, des instruments de promotion et de consolidation d'OCB capables d'impulser le développement local, gage de l'amélioration des conditions de vie des populations à la base.

L'étude a aussi montré que le service payant pourrait être une alternative très prisée par les OCB de la région. Il pourrait ainsi contribuer à la pérennisation des acquis des différents partenaires et à la lutte contre la pauvreté.

Pour ce faire, l'étude a suggéré que les OCB doivent non seulement être un pôle de savoir et de savoir-faire ; mais aussi incarner la culture démocratique et les principes de bonne gouvernance comme valeurs fondamentales.

Aussi, une étude de marché réalisée en 2010 a prouvé que, les principales contraintes de développement au niveau des OCB sont d'ordre éducatif (analphabétisme, méconnaissance des textes et manque de formation), social (conflits internes) et financier (difficultés d'accès aux services financiers). Par rapport à ce dernier défi, la recherche de financement pour les OCB à travers un fonds de garantie a été perçue comme une bonne alternative en vue de soutenir leurs activités.

La création du Centre de Ressources Communautaires par la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest et l'ONG EVEIL s'inscrit dans cette dynamique de renforcement de capacités à la base et de promotion de la bonne gouvernance. Afin de parvenir à ces résultats, le CRC, dès sa mise en route devrait s'atteler à des priorités stratégiques suivantes : la mise en place des organes de pilotage, l'équipement, le recrutement et la formation des ressources humaines et l'élaboration d'outils de gestion efficaces. Cette disposition permettrait d'opérationnaliser le Centre en matière de prestation et d'appui aux organisations communautaires de base d'une part et de favoriser son ancrage dans le tissu associatif et économique de la 5<sup>ème</sup> Région à court terme. Ces priorités étaient donc perçues comme des alternatives pour une réelle redynamisation non seulement des OCB mais aussi pour le développement du CRC.

Aussi, le PAGCR devrait mobiliser les forces sociales issues de la masse critique d'apprenants de la zone en vue d'amorcer de nouvelles initiatives de développement communautaire et de transformation sociale dans la région. Ainsi, le centre devrait capitaliser les réflexions et expériences antérieures pouvant contribuer à l'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie des populations en vue de réussir la lutte contre la pauvreté et amorcer le développement d'une société démocratique.



En vue d'apporter ce changement souhaité, le CRC devrait faire des prestations de services dans les domaines de: Alphabétisation (CVC et Conscientisante, Reflect), la Formation et l'assistance en gestions financière et organisationnelle des associations et sociétés coopératives, le Montage de projet et de dossiers de prêt bancaire, la Formation en gestion de bibliothèques villageoises, la Gestion des conflits communautaires par le système parajudiciaire, l'Appui conseil en matière de RNA (Régénération Naturelle Assistée) et la Sensibilisation des populations.

Cette pratique étant relativement récente dans la région de Mopti, le CRC ne devrait pas manquer de stratégie pour se rendre plus visible en s'affichant sur le marché des prestations de services pour non seulement s'insérer dans cet environnement; mais aussi et surtout se positionner en Centre de référence au regard de son dispositif et approche originaux.

En 2013 une évaluation fut commanditée par la Fondation STRØMME afin d'analyser le processus de mise en place du Centre de Ressources Communautaires et la pertinence de son développement dans la zone.

L'évaluation a fait un certain nombre de recommandations à l'intention des différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Centre. Il convient de retenir parmi les recommandations, que des dispositions devaient être prises par l'ONG EVEIL pour accroître les capacités en ressources humaines du centre en particulier dans le cercle de Youwarou où les besoins en appui conseil pour la mise en valeur des PPIV sont jugés importants et réguliers et cela sans l'appui financier de la SFWA. Cet appui conseil devait permettre de s'assurer de la pertinence, de l'efficacité, de la pérennisation et de la répliquabilité du centre.

C'est ainsi que la présente évaluation a été commanditée pour savoir à quel point les différentes recommandations ont été prises en compte dans la mise en œuvre des activités du centre et leur effet sur le Centre mais aussi ses adhérents. Elle permettra aussi apprécier le fonctionnement du Centre de Ressources Communautaires en tant que structure autonome (sans l'appui financier de la Fondation STRØMME).

### ***b. Objectifs de l'évaluation***

La présente étude a pour objectif général d'apprécier l'intégration des recommandations de l'évaluation précédente dans la mise en œuvre des activités du centre dans la zone de Youwarou, plus précisément dans les Communes de Ndodjiga et Dirma et leur valeur ajoutée dans la performance du Centre.

Spécifiquement, il s'est agi pour l'évaluation de permettre de :

- Faire le point de l'intégration des recommandations de l'évaluation précédente dans la mise en œuvre des activités du Centre ;
- Analyser les résultats obtenus par rapport aux objectifs du projet de CRC ;
- Vérifier et apprécier la valeur ajoutée des services rendus par le Centre dans la promotion des activités des communautés, des associations membres et autres structures par extension ;
- Apprécier la perception des autorités locales, des OCB (membres et non membres) et autres Institutions sur le Centre ;
- Vérifier et analyser les services rendus par le Centre dans la zone ;

- Vérifier la procédure de reconnaissance officielle/juridique du Centre (dispositions statutaires du CRC mises en place) ;
- Identifier les forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone ;
- Identifier et analyser les défis et les difficultés majeurs rencontrés par le Centre dans la zone ;
- Identifier et analyser les opportunités existantes pour le développement durable du Centre ;
- Analyser les perspectives d'avenir du Centre dans un contexte d'autonomisation ;
- Apprécier l'organisation et le fonctionnement interne du centre.

## **1. RAPPEL DE LA METHODOLOGIE DE L'EVALUATION**

L'approche méthodologique fondée sur la compréhension de la mission a été articulée sur l'analyse séquentielle des prestations à fournir par le consultant / évaluateur comme suit :

### **1.1 Phase préparatoire, étude/analyse documentaire et entretiens**

Cette phase a porté sur :

#### **1.1.1 Échanges avec la SFWA à Bamako**

Cette rencontre avec la SFWA a permis d'harmoniser les points de vue sur les TDR et les offres du consultant. Elle a été aussi l'occasion de collecter des documents pertinents disponibles sur le sujet : les rapports, l'évaluation de 2013, les références du Projet CRC etc.

#### **1.1.2 Revue documentaire préliminaire :**

Cette revue a consisté à analyser et à exploiter les documents pertinents (document projet CRC, rapports annuels, rapports de supervision, rapport d'évaluation en 2013, et autres documents). Ainsi pour cette d'évaluation, cette exploitation et analyse documentaire ont constitué la base des données complémentaires à recueillir en vue de l'étape de terrain.

#### **1.1.3 Préparation des outils de collecte d'information et l'échantillonnage :**

- **Préparation des outils de collecte des données.** Ces outils de collecte de données ont été conçus de manière à prendre en compte les préoccupations du commanditaire soulevées dans les TDR, notamment les objectifs assignés à la mission. Les outils concernés ont ainsi été ceux permettant de :
  - collecter les **données indirectes** sur les effets du projet à travers des :
    - **entretiens semi-structurés** avec l'unité de gestion du projet au niveau de la SFWA, le staff de l'ONG EVEIL impliqué dans le projet CRC et les autorités locales;
    - **guides d'entretien** pour les responsables des OCB dans la zone du projet ;
  - collecter des **données directes** sur les effets du projet à travers les **questionnaires** pour les ménages agricoles, les modérateurs et les responsables du centre.
  - faire la synthèse des résultats des enquêtes de terrain et celle des entretiens semi-structurés.
- **Définition de l'échantillon :** Ici, un premier travail a consisté à délimiter le champ de l'étude qui comprit les deux communes d'intervention du CRC dans le cercle de Youwarou (Communes du Dirma et du N'dodjiga). Ensuite suivit la définition de l'échantillon comprenant les bénéficiaires (OCB, ménages agricoles, modérateurs etc.), les partenaires, prestataires, sur la base des résultats à atteindre conformément aux TDRs. Ce premier échantillonnage a été davantage affiné au cours d'une séance de cadrage avec l'ONG Eveil.

### **1.2 Phase de terrain**

Cette phase terrain comprit, en fonction des données à collecter pour l'atteinte de chacun des objectifs spécifiques de l'étude, les activités suivantes :

#### **1.2.1 Rencontre avec les autorités locales et structures d'appui :**

Les autorités locales sur place comprenant (Sous-Préfets, maires et autorités coutumières) ont été rencontrées.

En outre, il y eut des rencontres avec les structures d'appui et services publics au niveau local et autres services spécialisés (Services d'agriculture, du développement économique et social.).

### **1.2.2 Réalisation des enquêtes de terrain :**

Ces enquêtes ont été réalisées auprès des antennes de « Bolongal Faamu » à Konna et à Sah. Elles ont également été réalisées auprès des OCB membres et non membres du CRC ainsi qu'auprès des ménages agricoles relevant des OCB concernées.

## **1.3 Phase d'analyse, de synthèse générale et d'élaboration du rapport**

Cette phase a été articulée autour des points suivants :

### **1.3.1 Saisie et traitement des données :**

Le traitement des données a consisté au tri, au dépouillement et à la saisie des données et informations de base et de terrain.

### **1.3.2 Analyse et synthèse des résultats :**

La synthèse a consisté en la compilation des résultats obtenus sur chaque objectif spécifique et la consignation des informations issues de ce travail dans un rapport, en plusieurs phases :

### **1.3.3 Rapport provisoire:**

A la suite de la synthèse, un rapport provisoire a été élaboré et présenté pour observations, aux responsables du projet à Bamako.

### **1.3.4 Restitution à Bamako :**

Le Consultant / Evalueur a fait une restitution en présentant le rapport provisoire et les conclusions de l'évaluation à l'équipe du projet à Bamako. Il a été suivi du recueil des réactions. Cet atelier de débriefing et d'apprentissage a permis d'infirmier ou de tirer des conclusions de l'étude et de formuler des recommandations plus approfondies sur la base des leçons apprises.

Le Consultant / Evalueur a porté les corrections nécessaires au rapport provisoire pour préparer la version finale.

### **1.3.5 Rapport final détaillé et synthétique:**

En intégrant les observations faites lors de la présentation du rapport provisoire, le Consultant / Evalueur a élaboré la version finale détaillée. C'est le document qui constitue le produit final qui a été fourni à la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest en quatre copies dures et une version électronique.

## **2. DESCRIPTION DU PAGCR**

La revue documentaire a permis de saisir une présentation du PAGCR mis en place par la Fondation STRØMME en partenariat avec l'ONG nationale Eveil ou « Waalde Pinal ».

### **2.1 Aperçu sur la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest**

#### **2.1.1 Introduction**

La Fondation STRØMME est une ONG Norvégienne de développement basée sur des valeurs chrétiennes. Créée en 1976, elle intervient dans quatre régions du monde qui sont : l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est, l'Asie et l'Amérique du Sud.

Le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest, situé à Bamako, a débuté ses activités au Mali en 1984 et couvre aujourd'hui le Burkina Faso et le Niger.

La Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest intervient principalement dans les domaines de l'Education et de la Micro-finance dont les concepts phares sont le programme Epargner Pour le Changement (EPC) et la Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P). A ces programmes s'ajoutent aujourd'hui quelques concepts en expérimentations tels que l'Alphabétisation Active (AA) la Stratégie de Scolarisation Accélérée 2 (SSA2), la Stratégie d'Apprentissage Accéléré pour Adolescent (S3A) et le Centre de Ressources Communautaires (CRC).

#### **2.1.2 Stratégie d'intervention :**

La Fondation STRØMME n'intervient pas directement sur le terrain, mais plutôt à travers des ONG et des associations locales. Son approche est donc basée sur le « Faire Faire ».

A ce jour, la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest est en partenariat avec 8 ONG dont 03 au Mali, 03 au Burkina Faso et 02 au Niger.

En plus des partenaires de mise en œuvre, la Fondation STRØMME développe des relations de partenariat stratégiques avec d'autres ONG internationales et avec les Etats. Ces partenariats visent à diversifier les sources de financement des activités en vue d'atteindre le maximum de bénéficiaires possibles.

## **2.2 Présentation de l'ONG EVEIL, partenaire de mise en œuvre du PAGCR**

L'ONG EVEIL est une association non gouvernementale, apolitique, laïque et à but non lucratif créée en 1996 sous le récépissé N°0039/CM du 17 octobre de la même année. L'idée, qui gouverne la vision de l'ONG, est que l'éducation est une variable qui peut contribuer aussi bien à la croissance économique, l'équité sociale et la redistribution des revenus des populations locales. D'où le primat des initiatives à trois échelles : **Apprendre à apprendre, apprendre à connaître et apprendre à agir.**

Les interventions de l'ONG Eveil s'inscrivent dans la politique nationale du pays en matière d'éducation dans l'ensemble de ses composantes. A cet effet, l'ONG Eveil, à travers une approche participative, a pour principale mission d'accompagner le processus d'éducation, de décentralisation et de gouvernance locale afin d'impulser le développement. Pour atteindre cet objectif, la stratégie majeure utilisée repose aussi bien sur le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des citoyens pour la construction d'un Etat de droit.

Considérant le fait que l'éducation est un droit fondamental engageant le devenir des populations et de la nation toute entière, EVEIL a fait de l'Education Pour Tous son cheval

de bataille. C'est pourquoi, elle met l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire et le renforcement des capacités des communautés rurales afin de prendre en charge leurs besoins éducatifs pour un développement meilleur.

L'ONG EVEIL, dans la région de Mopti, envisage de lutter contre la pauvreté en s'adossant sur des valeurs d'équité, de justice sociale et de dignité qui sont le socle d'un processus de changement social.

La démarche initiée et adoptée par Eveil est spécifique et est orientée sur l'auto promotion des populations rurales. Elle intègre la gouvernance locale avec une offre éducative « du savoir-faire » conduisant au fur et à mesure « au savoir être » des populations et des groupes organisés.

L'ONG Eveil exécute depuis janvier 2009 un programme d'Appui à la Gouvernance et aux Centre de Ressources Communautaires financés par la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest. Le PAGCR sera mis à profit pour non seulement sensibiliser d'avantage les populations sur les questions d'éducation, mais aussi favoriser une synergie des actions. Il convient de rappeler que la région de Mopti enregistre un taux de scolarisation inférieur à la moyenne nationale. La synergie consistera à :

- Appuyer/ accompagner la création de centres de Scolarisation Accélééré / Passerelle en fonction du besoin, à travers la mobilisation sociale ;
- Contribuer à l'amélioration des revenus des parents des enfants scolarisés (transférés) pour soutenir les frais scolaires à travers le Centre de Ressources Communautaires ;
- Inciter les groupes cibles à amener leurs enfants à fréquenter les centres et/ou à s'impliquer dans leur gestion.

Les domaines de compétence de l'ONG sont les suivants :

- Alphabétisation (CVC et Conscientisante, Reflect) ;
- Formation et assistance en gestions financière et organisationnelle des associations et sociétés coopératives ;
- Montage de projet et de dossiers de prêt bancaire ;
- Formation en gestion de bibliothèques villageoises ;
- Gestion des conflits communautaires par le système parajudiciaire.
- Appui-conseil en matière de RNA (Régénération Naturelle Assistée)
- La Sensibilisation des populations en matière de citoyenneté.

### **2.3 Présentation du Centre de Ressources Communautaire (CRC).**

La nouvelle démarche du centre de ressources est que l'idée a été murie conjointement par Eveil et le partenaire financier la Fondation STRØMME suite à divers échanges sur les activités du partenaire de mise en œuvre. Aussi, les recommandations de l'évaluation du projet (ZaKariya Abdou, Mai 2006) ont permis de proposer de nouvelles orientations et des initiatives organisationnelles. L'idée a muri avec la visite du coordinateur de l'ONG Eveil en compagnie du chargé du suivi évaluation de la Fondation STRØMME et le coordinateur de jeunesse et développement, à Myrada en Inde en Janvier 2008. Cette visite ponctuée par une formation au centre Myrada en matière de *Self help affinity group* (SAG) et des *Community Managment Resource Center* (CMRC) a été enrichissante et novatrice pour la vision future. La nouvelle approche de gouvernance dans le Delta va s'inspirer de la méthode Myrada avec des réajustements et des adaptations.

Ainsi, bien que sa vision d'appui à l'amélioration de la gouvernance des OCB n'ait pas varié depuis sa création, le centre a connu une diversité d'appellation indiquant une évolution de

sa stratégie d'approche et de couverture géographique : d'abord **Centre d'Initiatives pour le Développement (CID)** à sa création, puis **Centre d'Information et d'Appui Conseil** aux OCB en 2010, ensuite **Centre de Ressources de Konna** en 2011, enfin **Centre de Ressources Communautaires (CRC)** la même année.

### **2.3.1 Données caractéristiques de l'initiative CRC :**

Le Centre de Ressources Communautaires (CRC) appelé « BOLONGAL FAAMU » est un regroupement des OCB pour la bonne gouvernance à travers l'utilisation des acquis du programme d'alphabétisation de l'ONG Eveil financé par la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest de 1998-2008. Créé depuis 2009, son objectif principal est de contribuer à l'émergence d'OCB fortes capables d'améliorer les conditions de vie de leurs membres et de participer au développement local. En d'autres termes, le CRC se veut une organisation communautaire leader en matière de prestations de services de proximité pour les OCB dans la région de Mopti.

Les ressources du Centre proviennent des frais d'adhésion et des ristournes de 30% des prestations réalisées par les modérateurs du centre.

Le centre, équipé en matériel audio-visuel et informatique et régi par des statuts et Règlement Intérieur, est animé par un chargé de partenariat assisté par l'ONG Eveil, des modérateurs (au nombre de 15) et des animateurs (5). Après la mise en place du centre, beaucoup de sessions de formation ont visé le staff du centre (Chargé Partenariat, Modérateurs et Animateurs) afin de renforcer leurs capacités. De sa création à nos jours, 72 Organisations Communautaires à la Base ont adhéré au Centre et ont bénéficié à ce titre de formations sur la comptabilité, la loi coopérative, le maraîchage, l'embouche, etc. et autres services dont le montage de dossier de prêt.

### **2.3.2 Identification du CRC :**

Le centre de ressources communautaires « Bolongal faamu » est une initiative de la Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest mise en place depuis 2009 dans la région de Mopti.

- Nom / numéro projet : Centre des Ressources Communautaire / 241049
  - Début du Projet : Octobre 2009
  - Durée de la phase projet de l'initiative CRC : 2010– 2013 ;
  - Révision Projet : Novembre 2011
  - Dernière évaluation : Octobre 2013
  - Budget pendant vie du projet : environ 100 millions<sup>1</sup> sur financement de la Fondation STRØMME.
- **Domaines d'intervention du CRC:** Le CRC vise à faciliter le processus d'un développement transformationnel dans les deux communes pour améliorer la qualité de la vie en partenariat avec tous les partenaires dans les domaines suivants : Alphabétisation ; Formation et assistance en gestions financière et organisationnelle des associations et sociétés coopératives ; Montage de projet et de dossiers de prêt bancaire ; Formation en gestion de bibliothèques villageoises ; Gestion des conflits communautaires par le système parajudiciaire ; Appui conseil en matière de RNA (Régénération Naturelle Assistée) ; et la Sensibilisation des populations.

---

<sup>1</sup> Sur la base d'une moyenne annuelle de 20 millions par an durant les cinq ans de la vie du projet (de 2009 à 2013)

- **Partenariat** : Le CRC entretient le partenariat tant au niveau régional comprenant l'ONG EVEIL; la CR/ONG ; les services techniques de l'Etat ; les collectivités décentralisées ; que national constitué de la Fondation STRØMME. Il est animé par un chargé de partenariat assisté par l'ONG Eveil, des modérateurs et des animateurs.

### **2.3.3 Objectifs et logique d'intervention**

Un cadre répertoriant la logique du projet, ainsi que les sources de données, les méthodes de collecte de ces données, les fréquences, et les responsabilités, a été élaboré et constitue un outil de suivi adéquat.

#### **a. Objectif global**

Accompagner le Centre de Ressources communautaire dans sa mission d'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie socio économique des communautés de base dans la Région de Mopti.

#### **b. Objectifs spécifiques :**

- Renforcer les capacités administratives, financières et opérationnelles du CRC (Centre de Ressources Communautaire) pour répondre aux besoins d'appui, de formation et d'information de 100 OCB et 3 partenaires stratégiques des OCB ;
- Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs ;
- Appuyer l'identification et l'élaboration de projets du Centre de Ressource Communautaire ;
- Développer le partenariat entre le CRC et les structures d'appui et institutions de la place.

#### **c. Résultats attendus :**

- Résultat11 : Le CRC est capable de répondre aux besoins d'appui, de formation et d'information de 100 OCB et 3 partenaires stratégiques des OCB ;
  - Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques du CRC de ressources communautaires ;
  - Mise en place des organes du CRC ;
  - Recrutement d'un gestionnaire du CRC ;
  - Suivi-évaluation de la qualité des appels d'offre, de la contractualisation et des prestations des modérateurs ;
  - Evaluation de chaque modérateur sur son plan d'action, son contrat d'objectifs et de résultats et son rapport annuel ;
  - Visite d'échanges du CRC à Faranfasi-So de Niono pour s'inspirer de ses aspects organisationnels et financiers des prestations ;
  - Appui matériel aux CRC pour faciliter la mise en œuvre des activités de son plan stratégique ;
  - Rencontre bilan programmation des activités du CRC et suivi –supervision des activités du projet ;
  - Elaboration d'un plan annuel 2014 du PAGCR.
- Résultat 21 : Quinze (15) modérateurs sont compétents pour effectuer des formations en gestion organisationnelle et comptable des OCB, le suivi comptable des OCB, le montage de dossiers de prêt des OCB, l'appui à la reconnaissance juridique des OCB et le diagnostic des OCB :



- Formation des modérateurs sur des modules de conversation d'apprentissage sur gouvernance et gestion coopérative et associative liée au PPIV, embouche et maraîchage, conditions et exigences des banques pour le financement des projets ;
- Recyclage des modérateurs et animateur sur le diagnostic des OCB ;
- Formation des modérateurs sur le suivi budgétaire et l'économie pour la gouvernance des OCB ;
- Appui aux modérateurs pour l'installation et l'utilisation des outils de gestion au niveau des OCB.
- Résultat 31 : Trois (3) projets du CRC ont été identifiés et élaborés sur la base des résultats de l'étude diagnostique de 2012 :
  - Organisation d'un forum pour le financement des services du centre de ressources communautaire ;
  - conception de 3 projets du centre de ressources communautaire ;
  - Validation des projets conçus ;
  - Diffusion des projets conçus auprès des partenaires stratégiques
- Un partenariat est amorcé entre le CRC et deux structures d'appui et une institution financière de la place :
  - Faciliter la création et l'animation d'un cadre de concertation et d'échanges entre le CRC et les partenaires des OCB ;
  - Réactualisation du dépliant du CRC et médiatisation de ses activités auprès des OCB.

#### **2.3.4 Suivi-évaluation**

Il s'agit d'un dispositif consistant en une collecte, analyse et utilisation systématique et continue des données/informations provenant de la réalisation des activités du CRC en fonction des objectifs et des ressources. Il permet de fournir aux parties prenantes des informations sur l'évolution des activités du CRC et de prendre à temps opportun les décisions pour sa bonne marche.

Il se déroule à 3 niveaux essentiels, inextricablement liés, dont la périodicité et le contenu varient selon la nature de l'acteur impliqué.

Le premier niveau est un suivi de proximité accompli par les membres des organisations communautaires de base avec l'appui conseil des modérateurs. Il porte sur les activités des OCB de façon continue.

Le deuxième niveau de suivi évaluation, d'ordre technique, est l'œuvre de l'équipe technique constituée de modérateurs et de personnes ressources chargés d'apporter mensuellement l'appui conseil aux organisations communautaires de base sur le terrain, de collecter et d'analyser les données pour la production des rapports périodiques de mise en œuvre des activités du CRC.

Le troisième niveau de suivi-évaluation intègre non seulement les aspects précédents, mais aussi l'analyse des données et la synthèse sur l'ensemble du processus. Il est assuré par le personnel du CRC, l'ONG Eveil et la Fondation STRØMME.

### **3. RESULTATS DE L'EVALUATION**

#### **3.1 Par rapport aux objectifs spécifiques assignés à l'évaluation**

##### **3.1.1 Au sujet de l'intégration des recommandations de l'évaluation précédente dans la mise en œuvre du Centre :**

Pour ce qui est de l'intégration des recommandations faites lors de l'évaluation précédente d'octobre 2013, il est ressorti qu'elles ont connu des degrés d'application variés. En effet, sur treize (13) recommandations seules cinq (05) ont été appliquées de façon intégrale, quatre (04) l'ont été partiellement tandis que quatre (04) autres n'ont pas du tout été considérées. Le tableau ci-dessous donne un résumé de cette situation :

**Tableau N°1 : État de l'application des recommandations de l'évaluation d'octobre 2013.**

Intitulés recommandations	Niveaux d'application			Observations
	appliquées	partiellement appliquées	non appliquées	
<b>A l'endroit de la Fondation STRØMME</b>				
Dans l'immédiat, autoriser le centre à poursuivre le processus de sa reconnaissance juridique afin de lui permettre de démarcher les partenaires et de postuler pour des prestations rentrant dans le domaine de ses compétences.	X			L'antenne du CRC dans la zone inondée « Union des sociétés coopératives CRC Bolongal Faamu de N'dodjiga » dispose désormais d'une reconnaissance officielle tandis que les antennes des zones exondées représentées respectivement par Konna et Diallobé sont en processus.
Renforcer ses capacités opérationnelles en le dotant d'un bureau équipé et de moyens matériels propres pour l'animation des formations et pour les déplacements (motos).		X		Il y avait des équipements de Fatoma qui ont été transférés à N'dodjiga (Il s'agirait en fait du matériel de la phase projet qui a été redéployé). Il a été fait aussi cas de souhaits non réalisés: Pinasse équipée+4 motos+1 ordinateur+ mobiliers (Armoire, table, chaises) pour le CRC N'dodjiga.
Accroître ses capacités en ressources humaines en particulier dans le cercle de Youwarou où les besoins en appui conseil pour la mise en valeur des PPIV sont importants et réguliers.		X		- De deux (02), le CRC au niveau du N'dodjiga est passé à cinq (05) modérateurs. - Nécessité de renforcer les capacités des 15 modérateurs
Renforcer la visibilité du centre au niveau régional et local par un appui à une campagne adaptée de communication auprès des partenaires potentiels (OCB de la région, projets et programmes, collectivités territoriales, ONG, etc.).	X			- Contrat de six (06) mois de sensibilisation sur les activités du CRC ; - Confection des plaques d'identification ; - Confection et distribution de dépliants lors des rencontres ; A partir de janvier 2014 - Une émission infos plus réalisée sur l'ORTM ; - Radio Abba Chaîne 2 Sah pour continuer la sensibilisation.
Assurer un appui technique constant au centre durant une certaine période, sur la base d'engagements clairs et de résultats fixés en commun accord.			X	Il n'y a pas d'accompagnement dans le sens de cette recommandation. Perspective intéressante mais constat d'un certain manque d'engagement SFWA.
<b>A l'endroit de l'ONG EVEIL</b>				
Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec le Centre qui dispose d'un statut juridique ;	X			La fin du financement a fait que le CRC n'a pas pu mener ses activités de promotion de services. Clarification des rôles et responsabilités des parties.
Contribuer pour une meilleure visibilité du centre en l'accompagnant dans sa campagne de communication (appui conseil, témoignage, introduction auprès de partenaires potentiels, etc.)	X			
Fournir au centre un appui technique à la demande, sur la base de son expérience, notamment dans la zone de Youwarou.	X			L'ONG EVEIL est membre du conseil d'orientation.
<b>A l'endroit des modérateurs et animateurs</b>				
Se structurer et s'organiser pour une reconnaissance de leur centre ;		X		Structuré en deux entités distinctes dont l'une inondée (N'dodjiga) et l'autre exondée (Konna)

Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec l'ONG Eveil ;			X	Dans la logique du partenariat CRC / modérateur avec les modalités de répartition des honoraires : 70% modérateurs et 30% CRC. Il y a eu même dislocation des modérateurs. Il n'y a pas de contact avec le groupe du côté de Youwarou.
Etablir une convention d'appui technique, financier et matériel avec la fondation STRØMME sur la base d'engagements de résultats ;			X	Il n'y a pas eu d'effets dans ce sens. Des démarches ont été entreprises auprès de la SFWA mais il n'y a pas eu de ressources mais autorisation de se doter avec les équipements du projet (rétrocession).
Se doter de leur propre bureau pour la représentation du centre à Sévaré, la coordination de leurs activités dans les différentes zones d'interventions, la gestion du personnel, du matériel et des équipements de formation.			X	Les financements se sont arrêtés. Le CRC a la perception que l'ONG EVEIL voudrait que celui-ci réserve l'exclusivité de partenariat à SFWA. « Lié par la vision de la SFWA »
Contribuer à leur propre campagne de communication auprès des partenaires potentiels (projets, programmes, ONG, collectivités, OCB,).		X		Former les coopératives à la base sur la tenue des documents. Le CRC a la perception que l'ONG EVEIL voudrait que celui-ci réserve l'exclusivité de partenariat à SFWA.« Lié par la vision de la SFWA ».

**Source :** Présente évaluation, juillet 2015

L'application des recommandations de l'évaluation de 2013 a été faite à des degrés différents. Ainsi, les recommandations concernant l'ONG Eveil ont été appliquées tandis que celles concernant les modérateurs ont été partiellement appliquées à 40% (2/5) contre 60% des recommandations non appliquées du tout.

Quant à la SFWA, seules 40% (2/5) des recommandations ont été intégralement appliquées contre 60% (3/5) non appliquées du tout. La SFWA faisant office de donateur dans le cadre du CRC, l'application des recommandations qui lui sont faites est capitale. Cependant, une grande partie de celles-ci n'ont pas été suivies du côté de la Fondation STRØMME coïncidant avec l'arrêt du financement de cette entité au CRC.

Aussi, s'agissant des recommandations non appliquées ou partiellement appliquées, il importe de considérer :

- Nécessité de poursuivre le développement des activités du CRC ;
- Nécessité de faire un travail de fonds pour un véritable changement de comportement par rapport aux questions de gouvernance et de paiement des prestations de service ;
- Organiser des cadres de concertation.
- Réfléchir à la stratégie de poursuivre le financement des activités du CRC avant son autonomisation effective à travers la mobilisation des ressources auprès de la Fondation STRØMME ou d'autres partenaires qui pourraient le faire. Cet aspect est très important à prendre en compte par la SFW surtout dans la perspective d'une capitalisation en vue d'une réplique au Mali ou ailleurs ;
- Appuyer les antennes du CRC à Konna et à Dialloubé avoir une reconnaissance juridique;
- Avoir plus de ressources financières en vue du renforcement des capacités techniques, matérielles et financières (traitement des modérateurs) de l'antenne du N'dodjiga ;
- Envisager dans le cadre du CRC, une initiative de former des détenteurs de Brevet de Technicien pour la gestion financière des OCB en tenant des spécificités locales et des acquis réalisés par le CRC en matière d'utilisation des néo-alphabètes (nécessité d'une concertation plus approfondie entre l'ONG et la Fondation STRØMME).

### ***3.1.2 Au sujet de l'analyse des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés du projet de CRC :***

#### **a. Résultats obtenus par période par le projet CRC en fonction des objectifs fixés**

L'analyse des indicateurs mis en évidence par le Consultant / Évaluateur à travers les différents documents du projet montre que de changements se sont produits au niveau de l'intervention. La comparaison des données sur la période de démarrage et celles des rapports de la présente période et les résultats des enquêtes directes permettent de suivre cette évolution et d'apprécier son ampleur et sa constance.

**Tableau N°2 : Analyse des résultats obtenus au regard des objectifs fixés au CRC.**

Formulation Objectifs	Indicateurs intermédiaires en 2013	Indicateurs actuels en 2015	Ecarts et appréciations
<p><b>Impact / Objectif global :</b></p> <p><b>Effets / objectifs spécifiques:</b></p>	<p><i>Accompagner le Centre de Ressources communautaire dans sa mission d'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie socio économique des communautés de base dans la Région de Mopti.</i></p>		
<p><i>Au niveau de l'objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités administratives, financières et opérationnelles du CRC pour répondre aux besoins d'appui-conseil de 100 OCB et de 4 partenaires</i></p>	<p>- 72 OCB - 3 partenaires (Sahel Eco, CIVM et Djoliba Travaux) ;</p>	<p>- 72 OCB - 4 partenaires (Sahel Eco, CIVM, Djoliba Travaux et PIEV<sup>2</sup>)</p>	<p>Financement UNICEF / Exécution : Swisscontact</p>
<p><i>Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs</i></p>	<p>12 modérateurs</p>	<p>15 modérateurs</p>	
<p><i>Au niveau de l'objectif spécifique 3 : Appuyer l'identification et l'élaboration de projets du Centre de Ressources Communautaire</i></p>	<p>- 18 PAOSC2 dont 5 bénéficiaires et 1 financé</p>	<p>8 projets PAPAM<sup>3</sup> dont 1 financé (2014)</p>	
<p><i>Au niveau de l'objectif spécifique 4 : Développer le partenariat entre CRC et les structures d'appui et / ou institutions de la place.</i></p>	<p>- 1 partenariat développé</p>	<p>1 partenariat développé</p>	

**Source :** Présente évaluation, juillet 2015

Le tableau ci-dessus permet de constater une évolution à partir de 2013 (année considérée comme jalon car elle correspond à celle de la dernière évaluation (octobre 2013)) où presque l'essentiel des objectifs assignés au projet ont été atteints si l'on compare les indicateurs qui leur sont assignés.

***Au niveau de l'objectif global : Accompagner le Centre de Ressources communautaire dans sa mission d'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie socioéconomique des communautés de base dans la Région de Mopti.***

Le centre a été créé en 2009 et assure des prestations de services pour les OCB, en particulier en matière d'appui à la formalisation administrative (obtention de récépissé), l'intermédiation bancaire, la formation en gestion des sociétés coopératives et le suivi comptable, la formation en techniques de production (embouche, maraichage et PPIV). Aujourd'hui, le CRC Bolongal Faamu au niveau de la zone inondée dispose de reconnaissance formelle sous l'appellation « Union des Sociétés Coopératives Bolongal Faamu du N'dodjiga » et de récépissé **N°0107 /SDSES du 18 juin 2014.**

***Au niveau de l'objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités administratives, financières et opérationnelles du CRC pour répondre aux besoins d'appui-conseil de 100 OCB et de 4 partenaires :***

Les 100 OCB n'ont pas été atteintes pour plusieurs raisons dont les effets résiduels de la crise politico-sécuritaire que traverse le pays mais aussi surtout l'arrêt du financement en 2013. Ainsi, les efforts du CRC et de l'ONG ont été orientés pour chercher des solutions pertinentes pour celles qui ont adhéré.

Malgré cet état de fait, il y a eu une légère évolution de l'adhésion des OCB au CRC « Bolongal faamu ». En effet, entre 16 et 17 nouvelles OCB (maraîchers, embouche, crédit

<sup>2</sup> Programme d'Insertion des Enfants Vulnérables

<sup>3</sup> Programme d'Appui à la Production Agricole au Mali

solidaire, Petit commerce; PPIV près du campement Kotaka) ont été enregistrées sans oublier qu'il y a des attentistes qui continuent d'observer le CRC.

Pour les appuis aux OCB et les prestations de services aux partenaires, le centre dispose d'une capacité opérationnelle comprenant (1) des ressources humaines (des modérateurs et des animateurs formés et recyclés annuellement par l'ONG EVEIL, (2) des ressources physiques (matériel et équipement de formation) fournies par la Fondation STRØMME, (3) et de ressources financières qui provenaient de la Fondation STRØMME<sup>4</sup> ou générées par le centre.

Durant la phase du financement, le comptable et responsable de l'appui organisationnel de l'ONG EVEIL a été désigné comme gérant à temps partiel du centre au début du second semestre 2013.

Au plan opérationnel, des rencontres de bilan programmation sont trimestriellement organisées entre les modérateurs, l'ONG EVEIL et le Comité de pilotage dans le cadre de l'accompagnement de la mise en œuvre des activités du plan d'action. Il ressort des enquêtes de terrain que ces rencontres ont pratiquement cessé depuis l'arrêt du financement de la Fondation STRØMME pour faute de prise en charge de ces rencontres.

Comme indiqué précédemment, la reconnaissance du CRC « Bolongal Faamu » est effective au niveau de la zone du Delta central. Le processus devra se poursuivre au niveau de la zone exondée de Konna.

Quant au nombre de partenaires enregistrés, il est passé de trois (03) en 2013 (Sahel Eco, CIVM et Djoliba Travaux) à quatre (04) avec l'avènement d'un autre à savoir le PIEV qui s'est ajouté à la liste pour compléter le tout à quatre (4) comme l'atteste le jalon de 2015.

### ***Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs***

En 2015, le nombre total de modérateurs formés était de 15 tandis que le poste d'animateurs a été supprimé selon le CRC et l'ONG EVEIL. Ainsi, le centre a contribué à la formation de 15 modérateurs et de 5 animateurs dans les modules suivants : gouvernance et citoyenneté, gestion coopérative, techniques d'embouche et de maraichage, techniques culturelles et gestion des PPIV ; montage de projet et de dossier de prêt bancaire; élaboration de dossiers d'appel d'offre, diagnostic des OCB, calcul des coûts d'exploitation des microprojets.

La formation des modérateurs et des animateurs est assurée par les agents de l'ONG EVEIL qui élabore les modules de formation avec l'appui techniques du personnel des services déconcentrés de l'Etat ou de personnes ressources dans leur domaine de compétence.

Les modérateurs sont choisis parmi la masse des animateurs précédemment formés par EVEIL et évoluant dans les villages.

La formation des modérateurs est cyclique. Annuellement ils reçoivent la formation (recyclage) dans les modules ci-dessus cités ou de nouveaux modules selon les besoins.

### ***Au niveau de l'objectif spécifique 3 : Appuyer l'identification et l'élaboration de projets du Centre de Ressources Communautaire***

Les projets suivants ont été identifiés : 18 PAOSC2 dont 5 bénéficiaires et 1 financé. 8 projets PAPAM<sup>5</sup> dont 1 financé (2014)

---

<sup>4</sup> Il est à rappeler que le financement de la Fondation STRØMME s'est arrêté depuis fin 2013.

<sup>5</sup> Programme d'Appui à la Production Agricole au Mali

En matière d'identification et d'élaboration de projets, les efforts du centre ont permis de réaliser les dossiers de projets de prestation de services pour des partenaires dont :

- 18 projets pour le Programme d'Appui aux Organisations de la Société Civile (PAOSCII), pour le renforcement de capacités de 5 OCB dont un (1) financé ;
- 8 projets pour le Programme d'Appui à la Production Agricole au Mali (PAPAM), pour le renforcement de capacités de 3 OCB dont un (1) financé.

Il y a lieu de rappeler que tous ces projets ont été élaborés entre 2014 et 2015 par le personnel du centre (modérateurs), préalablement formé en matière d'élaboration de dossier de projet par l'ONG EVEIL et appuyé également par cette organisation.

***Au niveau de l'objectif spécifique 4 : Développer le partenariat entre CRC et les structures d'appui et / ou institutions de la place.***

L'ONG Eveil a beaucoup aidé dans l'établissement de partenariat entre le CRC avec certaines organisations / entités :

- Le monde des ONG: SwissContact, Sahel ECO, Djoliba Travaux, ONG EVEIL
- Le Conseil Régional de Mopti à travers le service de Coopération Jumelage CIVM
- Une institution financière : la BNDA

Ce partenariat est plutôt caractérisé plus par une collaboration ponctuelle, sur la base de contrat formel pour une prestation de service précise (CIVM), ou sans contrat formel (Sahel ECO, Djoliba Travaux).

Avec la BNDA, malgré les démarches entreprises par EVEIL pour un partenariat direct, la collaboration se fait ponctuellement, à travers un GIE partenaire de la banque qui sous traite ses prestations avec l'ONG EVEIL.

Ce GIE avait bénéficié d'une garantie auprès de la BNDA par un partenaire (IICEM) pour l'intermédiation bancaire.

**De façon globale, la situation du CRC au niveau de Youwarou est comme suit :**

- **Assistance aux modérateurs locaux formés** dans la présentation des bilans de la campagne agricole 2012- 2013 des OCB de la zone de Youwarou dans le cadre de la production d'une émission **TV infos plus**.

L'objectif de cette activité a été de faire une grande communication autour des activités des modérateurs de la zone auprès des OCB qui exploitent les périmètres irrigués rizicoles de la zone. Les Sociétés coopératives « Badenya » de Nambo, « Benkadi » de Socoura et « Dukafa ton » de Gadia ont été concernées par la production de l'émission. C'est dans ce même ordre que le premier conseil d'administration de l'union des sociétés coopératives « Bolongal faamu » de Youwarou a été soutenu pour son premier plan d'action en Janvier 2014.

- **Désignation d'un modérateur expérimenté de la zone de Konna** pour appuyer les cinq (5) nouveaux modérateurs dans l'élaboration des bilans d'ouverture d'une trentaine de nouvelles sociétés coopératives juste après le premier Conseil d'Administration du bureau mis en place. Il avait en charge aussi d'orienter un des cinq (5) modérateurs dans les activités d'obtention d'un statut légal pour l'union des sociétés coopératives du centre de ressources de la zone.
- **Acquis de la zone de Youwarou.**



- Une Union des Sociétés Coopératives « Bolongal faamu » est légalement constituée et dispose d'un récépissé du Service du Développement Social et de l'Economie Solidaire du cercle de Youwarou ;
  - Un bureau loué équipé de deux tables, six chaises, deux tableaux noirs et trois (3) motos sont disponibles à Sah ;
  - Les OCB de la zone ont très bien cerné les missions d'assistance du centre grâce aux émissions sur les activités de « **Bolongal faamu** » de la radio Abba chaine 2. Ce résultat est perceptible par les multiples sollicitations des OCB auprès des modérateurs locaux ;
  - La disponibilité d'un stock de documents de gestion au niveau des modérateurs locaux.
- **Difficultés de la zone de Youwarou**
    - Faiblesse du temps d'expérimentation de l'approche auprès des OCB pour un changement de comportement vis-à-vis du service payant ;
    - Manque de ressources pour le financement des activités des modérations et des cadres de concertation pour l'institution des stratégies financières.

**3.1.3 Au sujet de la vérification et l'appréciation de valeur ajoutée des services rendus par le Centre dans la promotion des activités des communautés, des associations membres et autres structures par extension :**

**a. Services rendus par le CRC aux OCB membres et autres structures :**

Les services rendus sont répertoriés dans le tableau n°3 :

**Tableau N°3 : Etat des services rendus par le CRC aux OCB**

N	Services rendus par le CRC à la structure (OCB, autres à préciser)	Appropriation par la structure concernée <sup>6</sup>		Pourquoi ?
		Oui	Non	
1	Alphabétisation	X		Développement d'un environnement lettré et d'utilisation des connaissances de l'alphabétisation.
2	Formation en embouche bovine	X		L'embouche a été profitable.
3	Formation en maraîchage	X		Pratique du maraîchage du haricot
4	Formation en gestion	X		Tout se fait de façon ordonnée. La traçabilité des ressources est bien réalisée. L'activité est désormais menée selon le principe de comptabilité.
5	Remise des outils	X		
6	Formation gestion financière	X		Tous ceux qui ont accepté les outils de gestion mis à leur disposition ont vu leur gouvernance améliorée et la cohésion sociale élevée. Amélioration de la redevabilité / culture de reddition des comptes.
7	Formation gouvernance / citoyenneté	X		Possibilité de voter pour le candidat de son choix

**Source :** Présente évaluation, juillet 2015

Il ressort du tableau ci-dessus que les services reçus par les OCB de la part du CRC sont bien différenciés et pertinents comme indiqué par le paragraphe suivant. Ainsi, ils portent sur les prestations suivantes pouvant se résumer à ce qui suit :

i. A l'intérieur :

Il s'agit d'assurer pour le compte des OCB membres, les prestations de services portant sur :

- Formations techniques ;
- montage de dossier de demande de prêt ;

<sup>6</sup> Il peut s'agir d'une OCB membre, d'une institution collaborative etc.

- négociation de financement ;
- dynamique organisationnelle ;
- suivi ;
- rentabilisation des activités.

ii. A l'extérieur :

Assurer la satisfaction des demandes de prestations des collectivités territoriales. Par aux services extérieurs, il n'y a pas encore eu de prestations.

**b. Apport des services rendus dans la promotion des activités des OCB**

L'élargissement de l'environnement lettré grâce à l'alphabétisation, l'apprentissage des rudiments de calcul et la formation en citoyenneté des membres des OCB a impulsé un nouveau contexte socio-économique. Ainsi, pour près de 70% la quasi-totalité des OCB membres et des ménages agricoles, les services rendus ont apporté les changements suivants qui, malgré leur importance, restent à consolider :

✓ ***l'amélioration de la transparence dans la gestion des OCB à travers :***

- la tenue d'un journal comptable simplifié qui permet à tous les membres de connaître les montants des entrées, les sorties, les soldes dans les caisses des OCB ;
- les comités de gestion formés adoptent de nouvelles méthodes de tenue des documents, c'est le cas de l'utilisation du registre de carburant où les entrées et les sorties sont bien notées ;
- l'avènement d'une plus grande planification des activités, des ressources et de leur gestion permettant un plus grand respect du calendrier agricole à travers la formation, et d'éviter les embouteillages de la dernière minute ;
- la redynamisation des OCB membres à travers leur reconnaissance administrative (récépissé), l'amélioration de la gouvernance et de la gestion (renouvellement du bureau) permettant l'efficacité dans l'alternance ;
- l'ouverture de compte au niveau des institutions financières ou de microfinance ;
- la découverte des principes de la reddition des comptes et de son importance. Ainsi, l'on note une plus grande traçabilité des ressources grâce à la reddition des comptes ;
- une meilleure cohésion sociale au niveau des OCB (principalement des PPIV) grâce au renforcement de la transparence dans la gestion et à l'amenuisement de malentendus / incompréhension entre les membres et le leadership ; comme l'illustre la citation d'un paysan du N'dodjiga « *Le système de formation est une pratique de preuve qui crée la cohésion sociale entre les OCB bénéficiaires de ses services* » ;

✓ ***Internalisation de la gestion des problèmes par les OCB.***

- On note l'avènement d'un début de mutation au niveau des OCB de la zone :
  - Plus de pro activité dans le démarchage des partenaires contrairement à l'attentisme ;
  - Plus grande capacité de résolution des problèmes au sein des OCB. Ainsi, il est noté qu'avant, il y avait beaucoup de problèmes qui venaient à l'administration. Maintenant, les OCB (PPIV) les gèrent à leur niveau ;
- Le fait de savoir lire et écrire de sa propre initiative a pris une dimension assez importante.

✓ ***Plus grande aptitude des producteurs membres des OCB à faire une analyse de rentabilité simplifiée déterminer leurs marges sur les activités menées et d'explorer en conséquence le marché de vente :***

Avec les formations, beaucoup de ménages agricoles des OCB membres ont acquis des capacités qui, certes restent à consolider, mais demeurent importantes :

- Plus grande ouverture d'esprit aux innovations relatives à la bonne pratique de la gestion et de la production agricole;
- Meilleure gestion de la famille grâce à une meilleure gestion des ressources issues de la production (gestion maîtrisée des entrées et sorties) ;
- A ce niveau, la valeur ajoutée justifiée de la formation se traduit au niveau des ménages par l'enracinement du savoir ; la pratique des opérations élémentaires liées au petit commerce ; la possibilité de distinguer le chiffre d'affaire et des dépenses de familles. Ainsi, il y a en partie une meilleure gestion des ressources de la famille.

De façon générale, toutes les couches de la population sont unanimes sur le fait que les services rendus par « Bolongal Faamu » sont pertinents. Il en est de même des organisations de développement intervenant dans la zone qui ont dit tout le bien qu'elles pensent des services du fait qu'ils sont délivrés en langue fulfulde et par des modérateurs issus du milieu.

Tout cela n'a pas manqué d'influer sur les conditions économiques et sociales des populations dans une certaine mesure. Il en est de même en ce qui concerne la gouvernance et la position des groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants.

Dans ces changements, les acteurs reconnaissent qu'une part non négligeable est attribuable aux actions du PAGCR dans la zone.

Bien que le CRC, initiative de la SFWA, a joué un rôle important dans ces résultats, il reste à souligner que les OCB ont également bénéficié de l'avènement d'autres intervenants tels que les PIV, appui conseil de l'administration, des services de l'agriculture et de l'éducation, les projets tels que l'IICEM, le CVC, le PASSIP.

### **c. Recommandations formulées pour améliorer ces services**

- Rehausser le niveau des modérateurs ;
- Intégrer une autre catégorie de modérateurs ayant des compétences en comptabilité ;
- Appuyer les OCB dans la prise en charge des coûts des services rendus par le CRC ;
- Aller plus vers la diffusion / information sur BF et ses services ;
- Maintenir la formation des OCB de façon régulière ;
- Faire en sorte que le financement d'une deuxième phase du projet ait lieu ;
- Insister sur la formation et la gestion des caisses, entrées et sorties et reste ;
- Fonder la formation et l'appui sur une activité concrète (PIV, maraîchage etc.) de sorte à apporter une vraie amélioration des changements ;
- Financer davantage les formations assorties d'équipements (GMP) / matériels, d'intrants (engrais) et de Gas oil ;
- Améliorer les formations sur les plans thématiques et quantitatifs.

#### **3.1.4 Au sujet de l'appréciation de la perception des autorités locales, des OCB (membres et non membres) et autres Institutions sur le Centre :**

##### **i. Perception des acteurs sur le CRC du point de vue de l'ONG EVEIL**

La perception des acteurs sur le CRC l'ONG EVEIL est synthétisé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau N°4 : Perception des acteurs sur le CRC selon l'ONG EVEIL**

N	Organisations/ Institutions	Perception des acteurs sur le CRC
1	Autorités locales	Voient comme une action subventionnée. Le CRC est perçu comme sans intérêt dans la mesure où ses services ne semblent pas avoir d'effets et d'impact à court terme. En effet, il y a une faible perception des capacités des modérateurs à faire des prestations de qualité par certaines autorités alors qu'ils peuvent faire un travail de qualité dans leur langue. Cela est dû au fait que les retombées des services ne sont pas toujours appréciables.
2	OCB membres	Pour la majorité des OCB membres, le Centre assure la formation sur les chaînes de valeur ; et sa même démarche est jugée porteuse car elle provoque l'éveil et la bonne gouvernance à la base. Aussi, il est considéré faire du bon travail requérant des activités de formation / appui conseil de long terme de sorte que les bénéficiaires puissent bien comprendre. Malgré cette reconnaissance, il y a une faible perception de l'importance des services payés par les OCB membres.
3	OCB non membres	De façon générale, les OCB non membres croient que l'on doit bénéficier obligatoirement de financement une fois que l'on adhère au CRC. Beaucoup de groupements féminins pensent que les membres du bureau gagnent tout dans le CRC. Ce qui les tente d'adhérer à « Bolongal Faamu ».
3	Représentation pays / SFWA	Pas de compréhension harmonisée entre la SFWA et l'ONG EVEIL sur la mission du CRC
4	Services techniques	Voient comme un projet qui est subventionné et dont les services ne devaient pas être payés.

**Source :** Présente évaluation, juillet 2015

## ii. Perception propre de l'ONG EVEIL sur le CRC

Le CRC est pertinent mais requiert un grand délai d'apprentissage et d'adaptation des bénéficiaires aux produits proposés mais aussi et surtout au caractère payant de ces services.

Aussi, l'ONG de mise en œuvre estime que si elle a l'accompagnement nécessaire, elle pourra concrétiser les objectifs du CRC car il constitue un instrument puissant de développement à la base. Elle a en outre souligné que beaucoup de responsables d'OCB n'apprécient pas « Bolongal Faamu » dans la mesure où celui-ci constitue un obstacle à leurs pratiques de malversation.

## iii. Perception des autres acteurs du CRC

Le traitement et l'analyse des données d'enquête de terrain auprès des OCB membres et non membres ainsi que d'autres entités (administration, services techniques et collectivités territoriales) ont permis d'avoir une **connaissance relative du CRC à travers les points suivants:**

- **les circonstances dans lesquelles le CRC a été connu :** Pour la plupart des personnes enquêtées, le CRC a été connu lors des missions de information / sensibilisation de l'équipe du projet dans les différentes localités ; lors de l'adhésion de l'OCB à l'initiative Bolongal Faamu ou encore à travers l'ONG EVEIL (Waalde Pinal) ; suite aux réunions d'information de mise en place du BF ; lors de la réception des documents pour certaines OCB en difficulté organisationnelle et professionnelle.
- **ses objectifs :** Perçue comme une initiative de renforcement des capacités dont les objectifs sont résumés ainsi : Aider à la croissance de revenus ; aider à la transparence sur la gestion des ressources financières et matérielles de l'OCB ; assurer la cohésion sociale aux OCB ayant bénéficié d'investissements à travers la gouvernance dans la transparence ; alphabétiser, former et informer les producteurs ; faire adopter les bonnes pratiques de production ; appuyer les organisations qui paraissent être en difficulté ; lutter contre l'injustice ; apporter l'appui aux couches vulnérables de la population ; assurer le bien être des communautés bénéficiaires.
- **ses domaines d'intervention multiformes :** Alphabétisation fonctionnelle et sensibilisation dans tous les domaines ; formation en principes et gestion coopératifs ; gestion financière ; formation des organes de gestion ; appui-conseil en

gestion ; formation sur les techniques de production au niveau des périmètres irrigués (itinéraire technique, respect du calendrier etc.) ; confection des dossiers pour le compte des OCB; analyse de la rentabilité des activités.

- **ses bénéficiaires** : qui sont principalement: les OCB, et leurs membres, et néo alphabètes formés le monde paysan en général.

En conclusion, il ressort que les services du CRC sont pertinents mais demeurent mal compris pour beaucoup d'acteurs. Pour d'autres, il s'agirait de formations et d'appui conseils nécessitant plus de temps pour avoir des effets visibles, et dont certains ont été déjà faites par d'autres interventions (GIZ / PASSIP, VRES, IICEM, etc.), mais cette fois-ci assorties d'appuis matériels et financiers.

### 3.1.5 Au sujet de la vérification et de l'analyse des services rendus par le Centre dans la zone :

#### a. Vérification et analyse des services

Les services rendus sont répertoriés dans le tableau suivant :

**Tableau N°5** : Vérification et analyse des services rendus par le CRC dans la zone

Types de services rendus par le CRC	Pertinence des services proposés	Adaptabilité de l'approche	Les couts à payer	La qualité des services
Alphabétisation	Dotation en connaissance instrumentale utilisable dans le cadre du développement de ses activités.	Le financement de l'approche une adaptation à l'activité.	2 500 / jour en une durée minimum de 45 jours	L'utilisation de modérateurs consciencieux du travail si bien que les cas d'insatisfaction sont rares.
Formation en gouvernance des sociétés coopératives	Amélioration de la gouvernance	Intégration des changements intervenus	2 500 / jour en une durée minimum de 3 jours	L'utilisation de modérateurs consciencieux du travail si bien que les cas d'insatisfaction sont rares.
Formation en gestion	Instauration de la transparence et forçement de la cohésion entre les membres	Pas de problème d'adaptation. Le problème réside dans l'adaptation au niveau des modérateurs.	2 500 / jour en une durée minimum de 5 jours	L'utilisation de modérateurs consciencieux du travail si bien que les cas d'insatisfaction sont rares.
Montage des dossiers de prêts	Répondre aux besoins de financement des OCB	Besoin en fonds de garantie	5 000 / dossier	L'utilisation de modérateurs consciencieux du travail si bien que les cas d'insatisfaction sont rares.
Sensibilisation des communautés	Eveil des consciences	C'est à la demande d'un partenariat	3000 / jour dépend du thème	L'utilisation de modérateurs consciencieux du travail si bien que les cas d'insatisfaction sont rares.
Montage projets	Développement et accroissement des activités des OCB	Chaque canevas a un canevas	Appels à propositions	Pas d'exemples de projets rejetés pour vice de forme.

**Source** : Présente évaluation, juillet 2015

L'analyse du tableau ci-dessus laisse transparaître les attentes vis-à-vis des OCB du CRC, qui peuvent se résumer aux points qui suivent :

- Les appuis du CRC aux OCB sont : Alphabétisation ; Formation en gouvernance des sociétés coopératives devant conduire à la reconnaissance juridique (récépissé) et à

l'application des principes et gestion coopératifs; Formation en gestion ; Montage des dossiers de prêts pour avoir accès au crédit auprès des institutions financières; Sensibilisation des communautés et Montage projets pour bénéficier de subventions des partenaires techniques et financiers à travers des appels à propositions.

En outre, les OCB ont des besoins spécifiques portant sur le financement de la campagne agricole de saison et de contre saison de riz (gas oil, engrais), l'acquisition et / ou le renouvellement des équipements et matériels (GMP, accessoires, etc.). A côté de ces besoins de financement propres aux PPIV, il apparaît des besoins de financement d'autres activités génératrices de revenu (petit maraîchage, embouche, petit commerce etc.). Cependant, aucun service fait par les modérateurs n'a été déclaré au niveau du centre durant 2015 tandis que la communication a prévalu toute cette année et le matériel roulant a été mis à leur disposition pour les demandes éventuelles de service par les OCB et autres.

- Par ailleurs, les visites de terrain ont laissé apparaître que les OCB sollicitent le bénéfice des activités d'autres projets exécutés par l'ONG EVEIL dans la zone exondée autour de l'antenne de Konna (projet Village d'apprentissage tout au long de la vie, projet d'appui à l'alpha et à la formation professionnelle ; alphabétisation et formation en embouche et en maraîchage). Cela se traduit souvent par une certaine confusion entre les activités d'autres partenaires de l'ONG Eveil avec celles du CRC au niveau de la zone exondée à Konna.

Les acteurs locaux trouvent le CRC pertinent à travers ses services / modules de formation parce qu'il prend en charge la résolution des problèmes réels de pauvreté que les communautés vivent.

Ainsi, selon les enquêtes auprès des différents acteurs (OCB, ménages agricoles et modérateurs), il est ressorti, que la plupart des actions initiées, correspondaient, dans une très large mesure, à un besoin réel des populations (éducation non formelle, activités économiques, gouvernance et genre et appui en développement local). La pertinence des actions supportées par la SFWA est évidente et est ressentie comme tel par les bénéficiaires et partenaires. Les besoins exprimés par les représentants des OCB témoins et qui vont dans le sens des interventions constituent après tout un témoignage de l'importance de l'initiative CRC. Cette pertinence de l'initiative CRC est particulièrement bien appréciée des acteurs directs (modérateurs et ONG Eveil) du fait de la valorisation de ressources humaines locales formées et de la réponse aux besoins des populations à travers les OCB dont les capacités organisationnelles, institutionnelles, techniques, financières sont renforcées.

Cependant, le principe de faire payer les différents services aux OCB et les coûts fixés ne rencontrent pas l'assentiment général. Ainsi si certains services comme l'appui à la formalisation administrative et l'intermédiation bancaire sont déjà payants et ne provoquent aucune réserve des populations dont certaines ont déjà l'habitude, d'autres services comme l'alphabétisation de masse et les formations techniques suscitent le scepticisme de ces mêmes populations quant à leur paiement. De l'avis des acteurs, une généralisation de paiement des services du CRC serait plutôt prématurée pour diverses raisons: pauvreté des OCB dont les microprojets n'ont pas été financés, habitude de bénéficier de formations gratuites ou même payées, concurrence d'autres prestataires qui le font gratuitement, crises politico-sécuritaire qui ont exacerbé la concurrence et renforcé la mentalité d'assistés à travers des interventions du genre « Cash for work », « Food for work », etc. Il y a également lieu de noter que l'avènement du CRC a coïncidé avec un changement de direction au

niveau de l'ONG EVEIL qui a semblé créer une certaine confusion au niveau des populations : pour certaines couches, avec le Coordinateur précédent les prestations n'étaient pas payantes tandis que l'arrivée du nouveau s'est traduite par l'avènement des services payants.

Par conséquent, il s'avère d'ores et déjà fondamental de réfléchir à la stratégie qui permette aux OCB de se familiariser davantage avec les services et d'intégrer leur pertinence quant à leur apport à la viabilité de leurs OCB sur une période d'au moins 3 à 5 ans. Evidemment, la stratégie envisagée sera assortie du maintien de la « subvention » pour les formations de départ (alphabétisation fonctionnelle, gestion des sociétés coopératives) pour un renforcement des capacités des OCB pendant toute la durée considérée, ensuite de faire payer les services qui « rapportent directement de l'argent ou des revenus agricoles » comme l'élaboration de dossier de projet et de dossier bancaire, les bilans de gestion, etc. Il serait aussi nécessaire de relever le coût de l'appui à la formalisation administrative (récépissé) qui, de l'avis des acteurs du centre, couvre à peine tous les frais qu'ils engagent. Les ressources du CRC proviennent du droit d'adhésion des membres fixé à 10 000 F CFA par membre, payable une fois et non remboursable, du paiement de la cotisation annuelle fixée à 15 000 F CFA par OCB et par an. A côté de ces ressources, il est attendu également des OCB le paiement des prestations dont elles sont bénéficiaires.

#### **b. Problématique du paiement des cotisations par les OCB membres :**

Certes le montant de la cotisation est fixé par an pour chaque OCB membre, mais son paiement demeure non encore matérialisé du fait de la non formalisation pour les antennes de Konna et de Dialloubé. Cependant, même à N'dodjiga où le CRC dispose de sa reconnaissance officielle le paiement de la cotisation annuelle se fait attendre malgré les efforts de sensibilisation effectués auprès des OCB membres.

Plusieurs raisons semblent sous-tendre cette attitude des OCB, parmi lesquelles les plus importantes sont :

- les OCB pensent que le paiement des cotisations de 15 000 F CFA / an et par OCB donne droit à toutes les formations et aux appuis conseils ;
- l'insuffisance des ressources générées par les OCB, mais surtout le manque de garantie de financement de leurs activités ou projet malgré les appuis en renforcement de capacités, l'élaboration de projet et de dossier de prêt bancaire. En outre, l'insuffisance de l'esprit coopératif au niveau des OCB, se traduisant par une faible mobilisation de ressources. Ainsi, « Bolongal Faamu » a projeté un voyage d'études de représentants d'OCB aux centres de prestations de services Faranfasi So en zone Office du Niger et aux centres de gestion de la CMDT depuis 2014 mais sans pouvoir le réaliser faute de ressources ;

En définitive, il n'est pas évident de faire des prestations payantes dans la zone dans le court terme comme l'illustrent, en plus des arguments développés ci-haut, les propos de différents acteurs rencontrés : « *Pour que BF puisse prendre corps, il faut que le projet fasse un appui conséquent dans un premier temps de sorte à amener à percevoir la portée des formations / appui conseils.* » ; « *Il n'est pas aisé de mobiliser les bénéficiaires des OCB du fait qu'ils jugent la formation seule théorique sans appui matériel et / ou financier.* » ; « *Les formations sont pertinentes pour les OCB, mais il manque la mise en place de mesures incitatives couplées avec la formation.* » ; traduisant des réalités sociologiques spécifiques à prendre en compte dans l'implantation d'une initiative novatrice dans une zone comme le delta central.

### c. Analyse simplifiée de la rentabilité des services du CRC

Sur la base des données des années 2013 à 2015, une analyse simplifiée de la rentabilité est retracée dans le tableau suivant :

**Tableau N° 6 : Analyse simplifiée de la rentabilité des services rendus par le CRC**

Rubriques	Année 2013	Année 2014
<b>Recettes</b>		
<i>Solde brut au 31 Décembre 2013</i>		<b>1 973 200</b>
<i>Trésorerie nette du centre de ressources : 2013</i>	<b>1 696 700</b>	
Reconnaissance juridique de groupements	350 000	
Adhésion de nouvelles sociétés coopératives	80 000	40 000
Honoraires organisation concours RNA 2013 en partenariat avec Sahel Eco / pôles de formation professionnelle	300 000	
Prestation montage de projets de sociétés coopératives	250 000	226 000
Honoraires formation	200 000	
Vente de kit de gestion	150 000	
Subvention carburant et frais de nourriture PAGCR	1 192 000	
<b>Total recettes</b>	<b>4 218 700</b>	<b>2 239 200</b>
<b>Charges</b>		
Frais de prestation des modérateurs	210 000	180 000
Frais reconnaissance juridique sociétés coopératives	245 000	70 000
Frais formation	140 000	
Frais de suivi des dossiers au niveau de la justice		30 000
Frais d'appui chef service SDES		50 000
Salaire Nabouna pour l'appui au CRC janvier 2014		175 000
Frais d'organisation de la rencontre du CO du 3/03/0215		172 000
Frais de nourriture / restauration	495 000	
Frais de réparation et de transport	73 000	64 000
Frais de location	120 000	275 000
Frais de traversée Bac Sarré habé pour les préparatifs de l'émission info plus	35 000	
Location pinasse	50 000	
Frais de mission (CA, présentation bilan OCB etc.)	180 000	222 000
Communication_Cartes-recharge	24 000	30 000
Communication_Frais de communiqué / sensibilisation sur la radio	6 000	150 000
Communication_Infos-Plus		444 000
Communication_Confection dépliants		45 000
Communication_Confection de Journal simplifié		150 000
Fournitures bureau	54 000	15 000
Achat carburant et divers pour les missions d'appui-conseil aux OCB	281 000	105 000
Frais d'impression (panneau, Kit)	82 500	
Impayés des années antérieures pour faute de prêt	250 000	
Frais de retenu bancaire (2013 et trimestre 2014)		28 750
<b>Total charges</b>	<b>2 245 500</b>	<b>2 177 000</b>
<b>Marges de l'exercice</b>	<b>1 973 200</b>	<b>62 200</b>

**Source :** Présente évaluation, juillet 2015

Selon le tableau ci-dessus, en 2013 la marge brute dégagée est de 1 973 200 F CFA dont une part importante revient à la subvention en carburant (596 000 X2 = 1 192 000 F CFA) donnée par la SFWA.

Quant au chiffre d'affaire en 2014, il est principalement constitué du report de 1 973 200 F CFA de fin 2013, et des recettes issues de quatre nouvelles adhésions soit 40 000 F CFA et des frais prévisionnels des OCB du N'dodjiga soit 226 000 F CFA. La marge bénéficiaire y afférent est de 62 200 F CFA.

L'analyse simplifiée montre que l'on peut bel et bien envisager la rentabilité de l'initiative CRC à moyen et long termes avec les prestations payantes.

### d. Recommandations pour améliorer les interventions du CRC :

A l'issue de l'analyse de l'analyse des services du CRC, les recommandations suivantes ont été faites pour améliorer ses interventions :

- i. Pour la Fondation STRØMME :



Sur la base des résultats, bien que perfectibles mais évidents, la SFWA devra envisager la poursuite de son accompagnement jusqu'à ce que les solutions de prise en charge soient trouvées sur les court à moyen termes :

- Mettre à disposition le financement pour vraiment donner un nouvel élan ;
  - Réfléchir une stratégie qui combinera appui en équipement / matériel et intrants pour venir en soutien aux formations en vue de mieux faire la pertinence des services du CRC mais aussi de créer une accoutumance des OCB vis-à-vis de ces prestations ;
- ii. Pour l'ONG EVEIL :
- Recenser les services de l'état qui peuvent apporter leur appui à «Bolongal Faamu» et établir des termes de collaboration;
  - Etablir les termes de partenariat avec les collectivités territoriales;
- iii. Pour le CRC :
- Recruter les agents compétents en matière des interventions de BF (Recrutement sur une base scientifique et morale);
  - Assurer la représentation au niveau du cercle (point focal qui fait remonter / descendre les informations) ;
  - Sensibiliser beaucoup les concitoyens;
  - Trouver des formes de mobilisation de ressources internes (appui à la conduite des activités du modérateur: cultiver; repiquer etc.).

### ***3.1.6 Au sujet de la vérification de la procédure de reconnaissance officielle / juridique du Centre :***

#### **a. Analyse de la procédure de reconnaissance officielle / juridique du CRC**

Comme indiqué plus haut, le CRC est structuré en entités inondée et exondées. Au niveau de la zone inondée, le PPIV est le fondement même de l'existence des communautés et cela passe par une meilleure gestion afin que la rentabilité soit au rendez-vous. Donc, les services du CRC peuvent largement y contribuer.

Ainsi, au niveau du N'dodjiga le CRC « Bolongal Faamu » dispose de statuts et règlement intérieur et est officiellement reconnu sous le nom « Union des Sociétés Coopératives Bolongal Faamu du N'dodjiga » sous le récépissé **N°0107 /SDSES du 18 juin 2014**.

Quant aux zones exondées, représentées par les antennes de Konna et de Dialloubé, elle ne dispose pas de statuts et règlement intérieur constituant un grand pas vers la formalisation.

Pour ce faire, l'appui est sollicité auprès de l'ONG EVEIL, et un Comité d'Orientation est mis en place depuis mars 2015 pour les antennes de Sah et de Konna.

Quant aux principales contraintes auxquelles est confronté le CRC pour sa reconnaissance officielle dans les zones de Konna et de Dialloubé, elle porte principalement sur la faiblesse des ressources financières. Par ailleurs, il est ressorti des enquêtes de terrain que c'est la SFWA qui a demandé d'appuyer N'dodjiga à avoir son récépissé du fait qu'elle a bien compris mais aussi du fait qu'elle semble constituer des critères de viabilité pour ce qui est du paiement des prestations des services dont la demande est réelle et pertinente tandis qu'un accompagnement / sensibilisation additionnel a été demandé à Konna.

## **b. Recommandations pour lever les contraintes de formalisation au niveau des zones de Dialloubé et de Konna**

- Sensibiliser les OCB et communautés au niveau des zones de Konna et de Dialloubé ;
- Solliciter le financement du processus auprès de la SFWA et / ou d'autres donateurs ;
- A la suite de la formalisation des deux autres entités de Konna et Dialloubé, appuyer les trois (03) unions locales à se formaliser en une Fédération des « Unions des Sociétés Coopératives Bolongal Faamu ». Ainsi, les trois entités (zones inondée et exondées) se trouveront réunies dans une faïtière pour optimiser la délivrance des services à travers une exploitation efficace de partenariat interne et externe de la fédération.

### **3.1.7 Au sujet des forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone :**

Il s'agissait d'identifier véritablement les forces et faiblesses de l'initiative CRC en vue d'apprécier leurs effets / impacts sur le fonctionnement de «Bolongal Faamu» :

#### **a. Forces du CRC :**

La présence de cinq (5) modérateurs auprès des communautés, donc au courant des besoins et des préoccupations de celles-ci, la maîtrise des thématiques diversifiées ainsi que les appuis conseils développés dans les langues locales, conduits suivant une démarche solide et pertinente (utilisant des outils simples et conviviaux), l'appui à l'intermédiation financière pour les OCB et à leur reconnaissance juridique, et une grande adhésion des OCB (22 sur un total de 72 membres avec un objectif de 100 pour l'ensemble «Bolongal Faamu») grâce à une grande sensibilisation, constituent les principales forces du CRC dans la zone du N'dodjiga. En outre, le CRC a suivi l'application des outils et renforcé régulièrement les capacités de ses modérateurs. En brève, le CRC bénéficie d'un ancrage dans le milieu (repose sur des gens du milieu) avec une utilisation de la langue locale :

- Modérateurs avec un savoir-faire avéré ;
- Bonne connaissance du milieu ;
- Utilisation de la langue locale pour un savoir et un savoir-faire et même un savoir être.

#### **b. Faiblesses du CRC**

La tenue de formations non soutenues par des appuis financiers et matériels / équipements / intrants (engrais, semences) dans une contrée où les populations sont habituées<sup>7</sup> à recevoir des financements après les formations ou recevoir des investissements ; la faible visibilité du CRC illustré par le fait qu'il n'y a en général que les anciens bénéficiaires formés d'autres appuis qui perçoivent l'intérêt de BF ; la forte dépendance des ressources extérieures pour son autonomisation et les ressources internes limitées ; méconnaissance du CRC par certains acteurs clés dont les services de l'agriculture dans la zone du N'dodjiga / Dirma constituent le goulot d'étranglement de l'initiative dans la zone inondée. Par ailleurs, le retard dans la manifestation des effets / impacts de certains outils dispensés par le CRC notamment sur la résolution des conflits au sein des OCB membres, la traduction de certains de ces outils de formation en langue Sonhrai pour la zone de N'dodjiga / Dirma où cette langue est prédominante semblent conforter la méfiance des attentistes et le doute de ceux qui sont déjà membres du CRC.

---

<sup>7</sup> «Les formations sont pertinentes pour les OCB, mais la mise en place de mesures incitatives couplées avec la formation.» dixit un producteur d'une OCB membre du CRC.

Sur le plan du fonctionnement, il est à noter que le CRC est quasiment à l'arrêt dans la zone du N'dodjiga depuis le retrait financier de la SFWA en fin 2013. En lien avec cet état de fait, il est également fait cas de ce qui suit :

- Pas de traitement pour les modérateurs ni du côté des OCB ni du côté des partenaires ONG Eveil et SFWA ;
- Insuffisance de matériels de qualité ;
- Ne pas aller assez vers les autres ;
- Pas de site électrifié (permettant d'utiliser les équipements) ;
- Faible implication des autorités locales du fait qu'elles n'ont pas vu de résultats palpables.

### **3.1.8 Au sujet de l'identification et de l'analyse des défis et des difficultés majeurs rencontrés par le Centre dans la zone :**

#### **a. Défis à relever par le CRC :**

Les défis à relever par le Centre de Ressources afin de résoudre la question de solvabilité des prestations et services se résument essentiellement à :

- faire connaître davantage les services du CRC ainsi que leur importance en vue d'amener les périmètres irrigués de la zone socle de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à adhérer au centre de ressources pour bénéficier des prestations indispensables ;
- faire accepter le paiement de tous les services par les OCB y compris les formations en les amenant à ces services ;
- encourager une plus grande mobilisation des modérateurs en cherchant des appuis auprès des ONG et autres afin de disposer d'accords cadre avec les partenaires techniques et financiers ;
- renforcer la visibilité auprès des communautés à travers les radios, les rencontres, etc. ;
- assurer l'autonomisation du centre vis-à-vis d'Eveil ;
- mettre en œuvre d'une politique de fidélisation des modérateurs vis-à-vis du CRC.

Ces défis sont certes importants mais pas insurmontables du fait de l'importance des intervenants dans la zone pouvant constituer de partenaires potentiels mais aussi de l'attention particulière dont jouit le CRC auprès des OCB.

#### **b. Difficultés majeures :**

L'initiative «Bolongal Faamu» est confronté à des difficultés de plusieurs ordres dont les plus importantes sont :

- La fin du financement de la Fondation STRØMME pour une initiative novatrice dans une zone où les OCB ont un goût très prononcé pour les appuis matériels et financiers ; ce qui entretient leur réticence à payer les prestations ;
- la difficulté de valorisation des productions agricoles (éloignement des foires, accès difficile) se traduisant par une certaine faiblesse des ressources des OCB ;
- le manque de transparence dans l'attribution des marchés de prestations de services ;
- l'étroitesse du marché solvable institutionnel ;
- l'exécution de marchés par les modérateurs sans passer par le centre ;

- la concurrence avec d'autres prestataires ;
- l'insuffisance d'équipement du centre (moyens logistiques, ordinateurs, matériel de formations etc.) ;
- le foisonnement des intervenants multiples généré par la crise socio-politique que traverse le pays depuis 2012, et dont les actions sont orientées principalement vers l'humanitaire et la gratuité des produits et / ou services, renforçant du coup la mentalité d'assisté pour des communautés habituées aux appuis matériels / financiers soutenus éventuellement par des formations.

### **3.1.9 Au sujet de l'identification et de l'analyse des opportunités existantes pour le développement durable du Centre**

Les opportunités dont pourrait profiter l'initiative CRC sont nombreuses et se résument à :

- L'existence d'un grand marché d'OCB dans la zone avec des domaines diversifiés (agriculture, élevage, pêche etc.) et selon le genre (homme / femme, jeune) ayant besoin des services du CRC (en alphabétisation, en gestion, en gouvernance etc.) ;
- Les potentialités humaines disponibles (dont une jeunesse motivée mais non organisée et formée), le capital en terre et en eau constituent des opportunités de production agricole diversifiée dont l'essor dépendra de l'utilisation d'un ensemble de facteurs de production et de services dont ceux largement utilisés au niveau de « Bolongal Faamu » ;
- L'existence de plusieurs catégories d'intervenants dans les différents secteurs d'activités tels que l'agriculture, l'élevage et la pêche, offrant des possibilités de partenariat porteur avec le CRC ;
- Le cadrage avec la politique de gouvernance de l'état ;
- La confiance de certaines OCB dans le CRC ;
- Le nombre de modérateurs pouvant faire face à un certain niveau de demandes
- L'initiative BF devrait établir les termes de partenariat avec les collectivités territoriales (Commune, Cercle, Région). Les CT peuvent demander son avis sur les questions de développement communautaire au regard de la redynamisation en perspective de la régionalisation. Il faut que BF soit doté d'un personnel compétent et qualifié

### **3.1.10 Au sujet de l'analyse des perspectives d'avenir du Centre dans un contexte d'autonomisation :**

L'autonomisation du centre et le renforcement de ces capacités opérationnelles devraient pouvoir contribuer à atténuer les difficultés identifiées ci-haut. Pour ce faire, il s'avère capital d'apprécier l'effectivité de cette autonomisation à travers les points qui suivent :

#### **a. Appréciation de la capacité humaine et financière du CRC dans un contexte d'autonomisation**

L'analyse de la viabilité, en relation avec les potentialités d'appropriation de « Bolongal Faamu », laisse apparaître que celles-ci existent mais paraissent dans l'ensemble faibles. En effet, il y a de nouvelles capacités techniques avec une bonne maîtrise par les acteurs locaux mais on note peu d'initiatives locales indépendantes conduites avec succès, un faible niveau des ressources mobilisées et une quasi-absence de capacités de nouer le

partenariat, la faible perception de la nécessité de payer les services par les OCB. La mentalité d'assisté, bien qu'en diminution selon certains, reste tout de même assez forte. La revue documentaire, soutenue par les enquêtes de terrain, montre le CRC n'a pas la capacité humaine et financière pour s'autogérer. Cette situation a été aggravée par l'arrêt du financement de la Fondation STRØMME qui a privé le CRC de ressources précieuses pour ses besoins de soutiens matériel et financier mais aussi de visibilité et d'autonomie de gestion. Cette autogestion ne pourra se faire que dans le moyen à long termes, où il pourra alors saisir les multiples opportunités qui s'offrent à lui. Ces opportunités sont l'amélioration de la perception des OCB sur les services rendus, l'accroissement du nombre des OCB et la sensibilisation au paiement des services offerts. En outre, il faut ajouter les nombreux projets/programmes et ONG qui sont en train de s'implanter dans le cercle de Youwarou (GIZ, Helvetas-Swisscontact, CVC, Fondation Aga-Khan, etc.).

#### **b. Analyse du fonctionnement du CRC sans le financement de la Fondation STRØMME**

On note un arrêt quasi-total des activités du CRC au niveau du N'dodjiga suite à la fin du financement de la Fondation STRØMME en fin 2013. En effet, le CRC partout, et dans la zone inondée en particulier, n'arrive pas à faire face à ses charges de fonctionnement (location, déplacement, réunion comité bilan, etc.) et autres dont la visibilité. Aussi, selon le vice-président de l'initiative à Sah, les membres du bureau de Bolongal Faamu n'arrivent pas à se réunir faute de moyens. Et la seule rencontre qui a pu avoir lieu est celle de l'assemblée générale constitutive de l'initiative à Sah. S'agissant de la formation en gestion, elle n'a pas réellement eu lieu car faiblement réalisée par le modérateur Ousmane Katilé qui avait fait des rencontres avec certaines OCB.

En fait, le retrait de l'appui financier de la Fondation STRØMME s'est traduit par un arrêt qui n'a pas permis au CRC d'exploiter au mieux les perspectives prometteuses d'un marché potentiel de prestations de services aux OCB et acteurs privés, l'expérience du conseil rural payant pour des exploitations familiales montrant un besoin de subvention de l'Etat ou des partenaires pour sa pérennisation.

En conclusion, malgré les possibilités de diversification et d'adaptation des services qui se sont offertes et qui s'offrent à «Bolongal Faamu» ; celui-ci avait réellement besoin du soutien financier d'un partenaire pour les besoins de fonctionnement.

#### **c. Appréciation du niveau de dépendance du CRC par rapport à Eveil :**

Au passage de la mission d'évaluation sur le terrain, le CRC, bien que quasiment à l'arrêt, fait encore montre de liens assez étroits avec l'ONG EVEIL dont l'expertise est sollicitée pour les aspects suivants :

- la recherche et la signature de contrat de prestations de service ;
- la mise à disposition d'un local, de matériel et d'équipement de bureau à Sévaré ;
- le monopole de production des outils de formation ; et
- la formation, le suivi et l'accompagnement des formateurs des modérateurs.

Ainsi, «Bolongal Faamu» apparaît comme une entité spécialisée de l'ONG EVEIL dans différents domaines d'activités des modérateurs du CRC.

#### **d. Examen de la répliquabilité de l'initiative CRC**

Pour espérer répliquer l'initiative CRC, il y a lieu de capitaliser tout ce qui a été fait dans le cadre du présent « Bolongal Faamu » jusqu'à ce jour puis de prendre en compte ce qui suit :

- Disposer de personnel et d'outils adaptés au milieu (langue, activités, partenaires, etc.);
- Avoir une masse critique d'OCB fonctionnelles et sensibilisées à l'approche du CRC ;
- Bénéficier de l'appui technique et administratif d'une structure tutrice localement implantée afin de lui préparer le terrain.

Aussi, la réplification du CRC pourrait s'inspirer de la capitalisation du modèle des Faranfasi-so en zone Office du Niger. De la dernière évaluation en 2013 à la présente, il n'a été observé dans la zone aucune structure remplissant les conditions similaires à celles des Faranfasi-so.

#### **e. Analyse des conditions d'une autonomisation effective de Bolongal Faamu au N'dodjiga**

En partant de l'analyse des parties ci-dessus relatives à l'autonomisation du CRC, l'effectivité des conditions qui y sont favorables est appréciée comme suit :

##### ***i. En termes d'élaboration des DAO et de réalisation des prestations***

Le CRC est présentement reconnu à travers son antenne du N'dodjiga qui est en fait une société coopérative. Par conséquent, si «Bolongal Faamu» veut se donner les moyens de répondre aux DAO, il y a lieu de revoir son statut pour ce faire.

Par contre, si le CRC doit garder le statut de coopérative, les membres des unions doivent mobiliser des ressources pour payer les prestations.

Par ailleurs, quelle que soit la forme adoptée, il y a la nécessité de traduire en français ainsi que la saisie (renforcement des capacités informatiques et intégration modérateurs ayant du niveau en français) des réponses à candidature.

En termes de recommandations par rapport au statut du CRC, la forme coopérative qui est déjà celle qui prévaut semble mieux convenir pour les raisons :

- Travail de longue haleine requérant des modérateurs travaillant en langues locales auprès des communautés dont ils sont membres ;
- Des services spécifiques nécessitant un délai de découverte assez important, exigent une fois de plus la proximité avec les OCB ;
- Une cotisation des OCB membres permet de mieux faire face aux charges de fonctionnement ;
- Garantie d'un marché pour un dispositif à travers des modérateurs ayant un savoir et un savoir-endogènes pour des cibles spécifiques, mais qui ne sont pas préparés à évoluer dans l'environnement classique des prestataires.

##### ***ii. En termes d'expertise des modérateurs du CRC :***

Il arrive souvent à l'ONG EVEIL de faire face au traitement et à la prise en charge de ces demandes des OCB, des CT et des ONG suppléant ainsi à ce manque d'expertise au niveau du CRC. Il importe de prendre les mesures qui suivent pour pallier à ces faiblesses :

- Rehausser le niveau des modérateurs tant sur le plan de la démarche méthodologique et que celui du contenu thématique en lien avec les domaines d'intervention du CRC ;
- Intégrer d'autres catégories de modérateurs ayant des niveaux plus élevés pour faire le travail que l'ONG EVEIL fait pour le compte du CRC ;
- S'ouvrir à d'autres formes de collaboration tout en gardant ses spécificités.

### **iii. En termes de mobilisation de ressources**

L'existence de ressources pour assurer le fonctionnement normal de «Bolongal Faamu» au N'dodjiga est l'une des conditions essentielles de sa viabilité. Pour ce faire, il y a lieu d'assurer une meilleure visibilité du CRC dans la zone et, définir la stratégie à mettre en œuvre pour établir des rapports de partenariat ou de collaboration :

- amener les modérateurs à travailler durement au niveau des OCB de sorte à amener celles-ci à percevoir l'importance des services à rendre contre rémunération ;
- faire mieux connaître le partenariat des ONGs par les modérateurs :
  - Identifier les partenaires actuels (ONGs, Projets / programmes) des OCB non appuyées par le centre ;
  - Comprendre les raisons sous-tendant le non appui par le centre : (Préférence pour la cooptation des modérateurs sans passer par le CRC ? Nécessité de relancer ? etc.)
- De façon spécifique, l'appui-accompagnement de la Fondation STRØMME et de son partenaire d'exécution, l'ONG EVEIL devra être conséquent :
  - Réfléchir à la mise en place d'un financement additionnel sur une période allant de deux (02) à cinq (5) ans ;
  - Faire une étude pour définir le statut des modérateurs ;
  - Faire en sorte qu'il y ait une dépendance des OCB des prestations des modérateurs ;
  - Changer toute une stratégie, de mode d'approche des actions à mener et inciter le monde rural par le mode opératoire d'intrants à financer en soutien aux formations.

#### **3.1.11 Au sujet de l'organisation et du fonctionnement interne du centre**

##### **a. Structuration actuelle du CRC «Bolongal Faamu» à Youwarou**

L'initiative CRC est actuellement structurée en trois (03) antennes dont deux exondées (Dialloubé et Konna) et une inondée (N'dodjiga). La zone inondée, disposant de reconnaissance officielle, est focalisée sur les OCB constituées essentiellement de périmètres irrigués alors qu'en zones exondées les OCB sont multifonctionnelles.

Spécifiquement, s'agissant de l'Union des sociétés coopératives du Centre de Ressources Communautaire «Bolongal Faamu» de la commune de N'dodjiga, elle a pour base légale et réglementaire la Loi N01-076 du 18 juillet 2001 régissant les sociétés coopératives. Elle regroupe 12 sociétés coopératives à la base, et comprend une Assemblée Générale; un Conseil d'Administration et un Comité de Surveillance.

Cette union «Bolongal Faamu» de la commune de N'dodjiga disposant d'une reconnaissance officielle sous le récépissé 0107/SDSES du 18 juin 2014, bénéficie de l'appui conseil du Comité d'orientation (CO) qui chapeaute l'ensemble des 3 antennes.

- Union des sociétés coopératives « BF » N'dodjiga où 05 modérateurs sont placés ;
- Un groupe d'OCB sympathisantes dans la zone de Konna (4 modérateurs) ;
- Un groupe de sympathisantes dans le centre de Dialloubé (2 modérateurs).

Le Comité d'orientation composé des modérateurs, des leaders des OCB membres et des modérateurs du centre a été mis en place pour définir les orientations du centre et proposer

des stratégies appropriées pour la mobilisation des fonds nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action du centre dans les différentes zones.

Le CRC est plus proche des OCB bénéficiaires tandis que le Comité d'Orientation assure une vue du centre dans son ensemble.

Il est à noter le paiement d'un service rendu à la demande des OCB et autres entités demeure le pari de l'initiative CRC dans ces trois (03) antennes. Aussi, après la formalisation des deux autres entités de Konna et Dialloubé, appuyer les trois (03) unions locales à se formaliser en une Fédération des « Unions des Sociétés Coopératives Bolongal Faamu ». Ainsi, les trois entités (zones inondée et exondées) se trouveront réunies dans une faïtière pour optimiser la délivrance des services à travers une exploitation efficace de partenariat interne et externe de la fédération.

#### **b. Appréciation des relations de travail du CRC avec les modérateurs**

L'antenne de N'dodjiga rencontre des difficultés suivantes :

- Insuffisance de matériels / équipements ;
- Insuffisance de compétences des modérateurs sur certaines thématiques telles que le montage des dossiers ;
- Insuffisance voir absence de traitement fixe pour les modérateurs.

Le caractère non / faiblement rémunéré des prestations ne motive pas beaucoup. Cela affecte sérieusement la qualité des relations avec le CRC d'une part, et entre le CRC et les ONG d'autre part.

#### **c. Capacités et compétences des différents acteurs locaux du centre**

Les acteurs du centre et leurs rôles sont résumés comme suit:

- Le Coordinateur de l'ONG EVEIL est chargé de l'ancrage régional du centre à travers l'établissement de relations de partenariat avec les acteurs du développement local, dans les domaines de la formation et de l'appui-conseil aux communautés de base et à leurs organisations, le suivi des activités de terrain et le rapportage ;
- Le formateur de l'ONG EVEIL est chargé d'une part de la formation et de l'appui conseil aux modérateurs, d'autre part de l'appui organisationnel et à l'élaboration des dossiers de projets et plans d'actions, la supervision des missions de terrain et le suivi des activités ;
- Les modérateurs du CRC assurent l'information continue et la sensibilisation des communautés à la base, la formation et l'appui-conseil aux OCB pour le compte du centre, la mise en relation des populations avec le centre et la documentation des activités menées sur le terrain par la production de rapports.

#### **d. Recommandations à faire pour améliorer le fonctionnement interne du CRC**

- Susciter plus de volontarisme et d'honnêteté de la part des modérateurs dans leur travail ;
- Assurer une communication pour une grande visibilité du CRC et de ses produits ;
- Aider le CRC, en collaboration avec les partenaires, à fixer un niveau de revenu pour les modérateurs soumis également à une grille d'évaluation de performances ;
- Aider à la constitution d'un fonds de garantie pour les OCB membres ;
- Créer des cadres d'échanges avec les services et les autorités locales.



### **3.2 LEÇONS APPRISSES**

« On a adhéré à l'initiative dès le départ parce que nous avons trouvé qu'elle prenait nos préoccupations (formations en gestion, organisation, etc.) en compte», tels sont les propos d'un responsable de «Bolongal Faamu» au N'dodjiga, confortant la tendance la plus importante en ce qui concerne la pertinence de l'initiative CRC.

En effet, le constat demeure le caractère innovateur de l'approche auprès des cibles qui sont les OCB auprès desquelles la plupart des interventions dans le cadre du développement favorisent, d'une part, l'attentisme et la faible participation des communautés à la prise en charge de leurs besoins en renforcement des capacités d'autre part.

Le développement de l'initiative «Bolongal Faamu» dans le contexte actuel du pays où la zone est envahie par des projets d'urgence de toutes natures n'est possible que par une approche plus dynamique de démonstration des capacités des acteurs du centre à résoudre les problèmes des OCB de manière durable. Le domaine d'intervention du CRC demeure le secteur vierge de celui de la plupart des intervenants dans la région de Mopti en général, et dans le cercle de Youwarou en particulier.

La culture de la reddition des comptes (ou rédevabilité) prônée par le centre constitue sans nul doute la pierre angulaire de l'éducation des citoyens sur les principes de la bonne gouvernance des OCB.

Cependant, malgré ce caractère louable de l'initiative CRC dans le N'dodjiga, celle-ci reste confrontée à beaucoup de difficultés pour son installation et requiert un soutien technique, financier et matériel sur les moyen à long termes. Cela est d'autant plus vrai que la zone de Youwarou demeure confrontée à certaines difficultés : faiblesse du temps d'expérimentation de l'approche auprès des OCB pour un changement de comportement vis-à-vis du service payant (OCB ne sont pas encore arrivées à accepter le paiement des prestations) ; et manque de ressources pour le financement des activités des modérations et des cadres de concertation pour l'institution des stratégies financières.

La Fondation STRØMME a certes consenti beaucoup d'efforts pour soutenir l'initiative CRC surtout à la suite d'un projet de dix ans; cependant, la mise en place efficace d'une telle initiative dans une zone spécifique mérite que l'on aille au-delà des cinq (05) ans mais plutôt sur une période doublant cette durée initiale. Aussi, la réplication du CRC pourrait s'inspirer de la capitalisation du modèle des Centres de Prestations de Services (Faranfasi-so) en zone Office du Niger. En effet de la dernière évaluation en 2013 à la présente, il n'a été encore observé dans la zone aucune structure remplissant les conditions similaires à celles des Faranfasi-so.

Par ailleurs, la phase projet de l'initiative a été exécutée par l'ONG EVEIL sur financement de la Fondation STRØMME qui privilégie beaucoup l'approche faire-faire, ce qui est appréciable pour une organisation internationale car elle contribue de ce fait au renforcement des capacités de l'entité locale. Cependant, il est aussi important qu'il y ait des rencontres périodiques assorties de visites de terrain pour une meilleure harmonisation des vues sur certaines questions stratégiques.

De ces leçons apprises le consultant / évaluateur a fait une proposition de recommandations formulées dans le chapitre suivant.

#### **4. RECOMMANDATIONS GENERALES**

L'intérêt de l'évaluation est qu'au delà du constat des réussites, on puisse identifier les faiblesses persistantes et proposer des pistes de résolution ou d'amélioration en termes de recommandations. Ainsi à différents niveaux, suite aux constats des faiblesses, les recommandations suivantes ont été faites :

##### **4.1 Recommandations communes :**

- Diligenter une visite d'échanges d'expériences au niveau de la Fédération des Centres de Prestations de Services (FCPS) en vue d'une structuration plus pertinente ;
- Il est important de mettre en place un système de suivi / supervision qui permet une rencontre trimestrielle entre l'équipe de l'ONG EVEIL et le staff technique (Coordinateur éducation, chargé suivi-évaluation), et semestrielle avec le management (Chargée de programme senior et Directeur Régional) de la Fondation STRØMME ;
- Renforcer davantage la visibilité de l'initiative auprès des services techniques, des ONGs et projets pour créer des possibilités de partenariats synergiques ;

##### **4.2 Recommandations spécifiques :**

###### **a. Pour la Fondation STRØMME :**

Sur la base des résultats, bien que perfectibles mais évidents, la SFWA devra envisager la poursuite de son accompagnement jusqu'à ce que les solutions de prise en charge soient trouvées sur les moyen et long termes :

- Envisager la stratégie de poursuivre le financement des activités du CRC avant son autonomisation effective à travers la mobilisation des ressources auprès de la Fondation STRØMME ou d'autres partenaires qui pourraient le faire. Cet aspect est très important à prendre en compte par la SFW surtout dans la perspective d'une capitalisation en vue d'une répliation au Mali ou ailleurs ;
- Réfléchir à une stratégie qui combinera appui en équipement / matériel et intrants pour venir en soutien (revêtement des canaux d'irrigation, engrais, gas oil, etc.) aux formations en vue de mieux faire voir la pertinence des services du CRC mais aussi de créer une accoutumance des OCB vis-à-vis de ces prestations (payantes à terme) ;
- Envisager dans le cadre du CRC, une initiative de former des détenteurs de Brevet de Technicien pour la gestion financière des OCB en tenant compte des spécificités locales et des acquis réalisés par le CRC en matière d'utilisation des néo-alphabètes (nécessité d'une concertation plus approfondie entre l'ONG EVEIL et la Fondation STRØMME).

###### **b. Pour l'ONG EVEIL :**

- Recenser les services de l'état qui peuvent apporter leur appui à «Bolongal Faamu» et établir des termes de collaboration;
- Etablir les termes de partenariat avec les collectivités territoriales;
- Appuyer le CRC à assurer la représentation au niveau du cercle (point focal qui fait remonter / descendre les informations) ;

###### **c. Pour le CRC :**

- Renforcer les capacités thématiques des modérateurs de «Bolongal Faamu» ;
- Avoir en permanence un formateur qui doit circuler entre les OCB en appui aux modérateurs ;

- Sensibiliser beaucoup les concitoyens;
- Réfléchir à une stratégie de rémunération des modérateurs;
- Trouver des formes de mobilisation de ressources internes (appui à la conduite des activités du modérateur: cultiver; repiquer etc.).

## **CONCLUSION**

La mission du Consultant / évaluateur était de réaliser une évaluation dirigée du Centre de Ressources Communautaire afin de faire des recommandations pertinentes pouvant aider à son implantation effective puis à son autonomisation. Le Consultant / Evalueur, de par la méthodologie proposée et appliquée, est parvenu à avoir une grande connaissance de l'Initiative Centre des Ressources Communautaire, à cerner ses réalisations, à identifier des faiblesses et à proposer des pistes d'amélioration dans le cadre de sa poursuite. Ainsi, l'on peut dire que malgré la pertinence de l'initiative, l'opérationnalisation du centre en 2014 par les modérateurs n'a pas pu être effective ; ceci étant attesté par le fait qu'aucune prestation rémunérée n'a été rapportée au niveau de l'ONG EVEIL par les modérateurs. Cette situation montre que, malgré les efforts consentis par la Fondation STRØMME et l'ONG EVEIL sur une période d'environ quatre (04), la mise en place d'une telle initiative avec des services payants dans une contrée qui est loin d'une culture de ce genre demande encore du temps. En fait, le retrait de l'appui financier de la Fondation STRØMME s'est traduit par un arrêt qui n'a pas permis au CRC d'exploiter au mieux les perspectives prometteuses d'un marché potentiel de prestations de services aux OCB et acteurs privés, l'expérience du conseil rural payant pour des exploitations familiales montrant un besoin de subvention de l'Etat ou des partenaires pour sa pérennisation.

En conclusion, malgré les possibilités de diversification et d'adaptation des services qui se sont offertes et qui s'offrent à «Bolongal Faamu» ; celui-ci avait et a réellement besoin du soutien financier d'un partenaire pour les besoins de fonctionnement en vue de réaliser au mieux ses ambitions dans le domaine de la bonne gouvernance des OCB grâce aux prestations payantes. L'inspiration sur le modèle de la Fédération des Centres de Prestations de Services (FCPS) – Faranfasi-so pourrait être très utile à cette fin.

## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

CISSE I.2013. Evaluation du projet d'appui a la gouvernance et au centre de ressources communautaire dans la région de Mopti

Comité d'orientation du CRC. Mars 2015. Aperçu sur l'évolution du Centre de Ressource « Bolongal Faamu » dans la région de Mopti après le désengagement de l'ONG Eveil et de la Fondation STRØMME

DEBA L. Février 2009. Procès-verbal de la rencontre Fondation STRØMME/ONG Éveil

Fondation STRØMME / ONG EVEIL. Mai 2009. Étude sur l'état des lieux des OCB

ONG EVEIL. Décembre 2011. RAPPORT D'ACTIVITÉS ANNUEL 2011

Fondation STRØMME / ONG Éveil. Janvier 2013. Plan d'action du PAGCR 2013

Fondation STRØMME. Octobre 2013. Plan d'action révisé pour la reconnaissance et l'autonomisation du centre de ressources « Bolongal Faamu » suite à la recommandation de l'atelier de restitution de l'évaluation du Projet

ONG EVEIL. Rapport de concertations sur l'élaboration du plan stratégique du CRC

ONG EVEIL. État des lieux du PAGCR

ONG EVEIL. Décembre 2011. Plan stratégique du Centre de Ressources Communautaires « BOLONGAL FAAMU » Période Janvier 2012 – Décembre 2014

ONG EVEIL. 2009. Projet d'appui à la gouvernance locale dans le Delta (PAGD)-Année 2009

ONG EVEIL. Janvier 2013. Rapport narratif annuel 2012 du PAGCR

## **ANNEXES**

### **ANNEXE 1: TERMES DE REFERENCES**

#### **I. INTRODUCTION :**

Le projet d'Appui à la Gouvernance et au Centre de Ressources Communautaire (PAGCRC) est une initiative de la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest et de l'ONG EVEIL, suite à la mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation pendant plusieurs années dans la zone de Mopti. A travers le CRC, les néo-alphabètes, fruits de ce programme d'alphabétisation, devront constituer un levain pour le développement de leur terroir. Pris en charge financièrement par la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest et techniquement appuyé par l'ONG EVEIL, le Centre devrait prendre son autonomie dans un bref délai. Pour ce faire, un dispositif efficace devrait être mis en place et équipé, pour non seulement, assurer la promotion du Centre, mais aussi et surtout satisfaire les besoins de ses membres à travers des prestations de services.

#### **II. PRESENTATION FONDATION STROMME AFRIQUE DE L'OUEST**

##### **II.1. Introduction :**

La Fondation Strømme est une ONG Norvégienne de développement basée sur des valeurs chrétiennes. Créée en 1976, elle intervient dans quatre régions du monde qui sont : l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est, l'Asie et l'Amérique du Sud.

Le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest, situé à Bamako, a débuté ses activités au Mali en 1984 et couvre aujourd'hui le Burkina Faso et le Niger.

La Fondation STRØMME Afrique de l'Ouest intervient principalement dans les domaines de l'Education et de la Micro-finance dont les concepts phares sont le programme Epargner Pour le Changement (E.P.C) et la Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P). A ces programmes s'ajoutent aujourd'hui quelques concepts en expérimentations tels que l'Alphabétisation Active (A A) la Stratégie de Scolarisation Accélérée 2 (SSA2), la Stratégie d'Apprentissage Accéléré pour Adolescent (S3A) et le Centre de Ressources Communautaires (CRC).

##### **II.2. Stratégie d'intervention :**

La Fondation Strømme n'intervient pas directement sur le terrain, mais plutôt à travers des ONG et des associations locales. Son approche est donc basée sur le « Faire Faire ».

A ce jour, la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest est en partenariat avec 8 ONG dont 03 au Mali, 03 au Burkina Faso et 02 au Niger.

En plus des partenaires de mise en œuvre, la Fondation Strømme développe des relations de partenariat stratégiques avec d'autres ONG internationales et avec les Etats. Ces partenariats visent à diversifier les sources de financement des activités en vue d'atteindre le maximum de bénéficiaires possibles.

#### **III. PRESENTATION ONG EVEIL**

L'ONG EVEIL est une association non gouvernementale, apolitique, laïque et à but non lucratif créée en 1996 sous le récépissé N° 0039/CM du 17 octobre de la même année. L'idée, qui gouverne la vision de l'ONG, est que l'éducation est une variable qui peut contribuer aussi bien à la croissance économique, l'équité sociale et la redistribution des revenus des populations locales. D'où le primat des initiatives à trois échelles : **Apprendre à apprendre, apprendre à connaître et apprendre à agir.**

Les interventions de l'ONG Eveil s'inscrivent dans la politique nationale du pays en matière d'éducation dans l'ensemble de ses composantes. A cet effet, l'ONG Eveil, à travers une approche participative, a pour principale mission d'accompagner le processus d'éducation, de décentralisation et de gouvernance locale afin d'impulser le développement. Pour atteindre cet objectif, la stratégie majeure utilisée repose aussi bien sur le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des citoyens pour la construction d'un Etat de droit.

Considérant le fait que l'éducation est un droit fondamental engageant le devenir des populations et de la nation toute entière, EVEIL a fait de l'Education Pour Tous son cheval de bataille. C'est pourquoi, elle met l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire et le renforcement des capacités des communautés rurales afin de prendre en charge leurs besoins éducatifs pour un développement meilleur.

L'ONG EVEIL, dans la région de Mopti, envisage de lutter contre la pauvreté en s'adossant sur des valeurs d'équité, de justice sociale et de dignité qui sont le socle d'un processus de changement social.

La démarche initiée et adoptée par Eveil est spécifique et est orientée sur l'auto promotion des populations rurales. Elle intègre la gouvernance locale avec une offre éducative « du savoir-faire » conduisant au fur et à mesure « au savoir être » des populations et des groupes organisés.

L'ONG Eveil exécute depuis janvier 2009 un programme d'Appui à la Gouvernance et aux Centre de Ressources Communautaires financés par la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest. Le PAGCR sera mis à profit pour non seulement sensibiliser d'avantage les populations sur les questions d'éducation, mais aussi favoriser une synergie des actions. Il convient de rappeler que la région de Mopti enregistre un taux de scolarisation inférieur à la moyenne nationale. La synergie consistera à :

- Appuyer/ accompagner la création de centres de Scolarisation Accélééré/ Passerelle en fonction du besoin, à travers la mobilisation sociale ;
- Contribuer à l'amélioration des revenus des parents des enfants scolarisés (transférés) pour soutenir les frais scolaires à travers le Centre de Ressources Communautaires ;
- Inciter les groupes cibles à amener leurs enfants à fréquenter les centres et/ou à s'impliquer dans leur gestion.
- Les domaines de compétence de l'ONG sont les suivants :
- Alphabétisation (CVC et Conscientisante, Reflect) ;
- Formation et assistance en gestions financière et organisationnelle des associations et sociétés coopératives ;
- Montage de projet et de dossiers de prêt bancaire ;
- Formation en gestion de bibliothèques villageoises ;
- Gestion des conflits communautaires par le système parajudiciaire.
- Appui-conseil en matière de RNA (Régénération Naturelle Assistée)
- La Sensibilisation des populations en matière de citoyenneté.

#### **IV. PRESENTATION DU CENTRE DE RESSOURCES COMMUNAUTAIRE.**

Le Centre de Ressources Communautaires (CRC) appelé « BOLONGAL FAAMU » est un regroupement des OCB pour la bonne gouvernance à travers l'utilisation des acquis du programme d'alphabétisation de l'ONG Eveil financé par la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest de 1998-2008. Créé depuis 2009, son objectif principal est de contribuer à l'émergence d'OCB fortes capables d'améliorer les conditions de vie de leurs membres et de participer au développement local. En d'autres termes, le CRC se veut une organisation communautaire leader en matière de prestations de services de proximité pour les OCB dans la région de Mopti.

Les ressources du Centre proviennent des frais d'adhésion et des ristournes de 30% des prestations réalisées par les modérateurs du centre.

Le centre, équipé en matériel audio-visuel et informatique et régi par des statuts et Règlement Intérieur, est animé par un chargé de partenariat assisté par l'ONG Eveil, des modérateurs (au nombre de 10) et des animateurs (5). Après la mise en place du centre, beaucoup de sessions de formation ont visé le staff du centre (Chargé Partenariat, Modérateurs et Animateurs) afin de renforcer leurs capacités. De sa création à nos jours, 66 Organisations Communautaires à la Base ont adhéré au Centre et ont bénéficié à ce titre de formations sur la comptabilité, la loi coopérative, le maraîchage, l'embouche, etc..... et autre services dont le montage de dossier de prêt.

#### **V. CONTEXTE DE L'EVALUATION**

Le Projet de Centre de Ressources Communautaires « Bolongal Faamu est une initiative de la Fondation Strømme pour une valorisation des acquis du Projet d'Education Civique et gouvernance dans la 5ème Région. Ces acquis sont entre autres : la masse critique de néo alphabètes et une vingtaine de documents produits en langue nationale Fulfuldé. Ces productions portent sur l'alphabétisation, la décentralisation, la citoyenneté, etc...

Le projet de centre de ressources vise donc à mobiliser les néo-alphabètes pour le développement de leur localité à travers leur implication dans un système d'accès durable aux services de formation et d'appui conseil pour les communautés à la base.

En effet, une étude sur l'état des lieux des organisations communautaires de base en 2009 a fait ressortir que le faible niveau organisationnel et institutionnel des OCB traduit leur incapacité à s'insérer dans le tissu économique local par le biais des opportunités offertes dans le cadre des nouvelles dispositions règlementaires régissant le mouvement associatif et coopératif. Le contexte de la décentralisation, l'existence d'un cadre et d'une volonté politique nationale en faveur du développement du monde rural constituent des facteurs, des instruments de promotion et de

consolidation d'OCB capables d'impulser le développement local, gage de l'amélioration des conditions de vie des populations à la base.

L'étude a aussi montré que le service payant pourrait être une alternative très prisée par les OCB de la région. Il pourrait ainsi contribuer à la pérennisation des acquis des différents partenaires et à la lutte contre la pauvreté.

Pour ce faire, l'étude a suggéré que les OCB doivent non seulement être un pôle de savoir et de savoir-faire ; mais aussi incarner la culture démocratique et les principes de bonne gouvernance comme valeurs fondamentales.

Aussi, une étude de marché réalisée en 2010 a prouvé que, les principales contraintes de développement au niveau des OCB sont d'ordre éducatif (analphabétisme, méconnaissance des textes et manque de formation), social (conflits internes) et financier (difficultés d'accès aux services financiers). Par rapport à ce dernier défi, la recherche de financement pour les OCB à travers un fonds de garantie a été perçue comme une bonne alternative en vue de soutenir leurs activités.

La création du Centre de Ressources Communautaires par la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest et l'ONG EVEIL s'inscrit dans cette dynamique de renforcement de capacités à la base et de promotion de la bonne gouvernance. Afin de parvenir à ces résultats, le CRC, dès sa mise en route devrait s'atteler à des priorités stratégiques suivantes : la mise en place des organes de pilotage, l'équipement, le recrutement et la formation des ressources humaines et l'élaboration d'outils de gestion efficaces. Cette disposition permettrait d'opérationnaliser le Centre en matière de prestation et d'appui aux organisations communautaires de base d'une part et de favoriser son ancrage dans le tissu associatif et économique de la 5ème Région à court terme. Ces priorités étaient donc perçues comme des alternatives pour une réelle redynamisation non seulement des OCB mais aussi pour le développement du CRC.

Aussi, le PAGCR devrait mobiliser les forces sociales issues de la masse critique d'apprenants de la zone en vue d'amorcer de nouvelles initiatives de développement communautaire et de transformation sociale dans la région. Ainsi, le centre devrait capitaliser les réflexions et expériences antérieures pouvant contribuer à l'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie des populations en vue de réussir la lutte contre la pauvreté et amorcer le développement d'une société démocratique.

En vue d'apporter ce changement souhaité, le CRC devrait faire des prestations de services dans les domaines de: Alphabétisation (CVC et Conscientisante, Reflect), la Formation et l'assistance en gestions financière et organisationnelle des associations et sociétés coopératives, le Montage de projet et de dossiers de prêt bancaire, la Formation en gestion de bibliothèques villageoises, la Gestion des conflits communautaires par le système parajudiciaire, l'Appui conseil en matière de RNA (Régénération Naturelle Assistée) et la Sensibilisation des populations.

Cette pratique étant relativement récente dans la région de Mopti, le CRC ne devrait pas manquer de stratégie pour se rendre plus visible en s'affichant sur le marché des prestations de services pour non seulement s'insérer dans cet environnement; mais aussi et surtout se positionner en Centre de référence au regard de son dispositif et approche originaux.

Dans le but de parfaire l'expérimentation en restant surtout dans la marge de temps prévue à cet effet ; la Fondation Strømme Afrique a entrepris de beaucoup de missions de supervision dans la zone du projet et initié beaucoup de rencontres avec le partenaire EVEIL. En novembre 2011, une rencontre de cadrage ayant regroupé toutes les parties prenantes et tenue dans les locaux de l'ONG EVEIL a permis de doter le Centre d'une nouvelle orientation stratégique.

En 2013 une évaluation fut commanditée par la Fondation Stromme afin d'analyser le processus de mise en place du Centre de Ressources Communautaires et la pertinence de son développement dans la zone.

L'évaluation a fait un certain nombre de recommandations à l'intention des différentes parties prenantes à la mise en oeuvre du Centre. Il convient de retenir parmi les recommandations, que des dispositions devaient être prises par l'ONG EVEIL pour accroître les capacités en ressources humaines du centre en particulier dans le cercle de Youwarou où les besoins en appui conseil pour la mise en valeur des PPIV sont jugés importants et réguliers et cela sans l'appui financier de la SFWA. Cet appui conseil devait permettre de s'assurer de la pertinence, de l'efficacité, de la pérennisation et de la répliquabilité du centre.

La présente évaluation permettra de savoir à quel point les différentes recommandations ont été prises en compte dans la mise en oeuvre des activités du centre et leur effet sur le Centre mais aussi ses adhérents. Elle permettra aussi apprécier le fonctionnement du Centre de Ressources Communautaires en qu'en tant que structure autonome (sans l'appui financier de la Fondation Stromme).



## **VI. OBJECTIFS ET RESULTATS DE L'EVALUATION**

### **VI.1. Objectifs Globaux :**

Apprécier l'intégration des recommandations de l'évaluation précédente dans la mise en œuvre des activités du centre dans la zone de Youwarou, plus précisément les Communes de Ndodjiga et Dirma et leur valeur ajoutée dans la performance du Centre.

### **VI.2. Objectifs Spécifiques :**

1. Faire le point de l'intégration des recommandations de l'évaluation précédente dans la mise en œuvre des activités du Centre ;
2. Analyser les résultats obtenus par rapport aux objectifs du projet de CRC ;
3. Vérifier et apprécier la valeur ajoutée des services rendus par le Centre dans la promotion des activités des communautés, des associations membres et autres structures par extension ;
4. Apprécier la perception des autorités locales, des OCB (membres et non membres) et autres Institutions sur le Centre ;
5. Vérifier et analyser les services rendus par le Centre dans la zone ;
6. Vérifier la procédure de reconnaissance officielle/juridique du Centre (dispositions statutaires du CRC mises en place) ;
7. Identifier les forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone ;
8. Identifier et analyser les défis et les difficultés majeurs rencontrés par le Centre dans la zone ;
9. Identifier et analyser les opportunités existantes pour le développement durable du Centre
10. Analyser les perspectives d'avenir du Centre dans un contexte d'autonomisation.
11. Apprécier l'organisation et le fonctionnement interne du centre

### **VI.3. Résultats attendus :**

1. Le point de l'intégration des recommandations de l'évaluation précédente dans la mise en œuvre du Centre est fait ;
2. Les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés du projet de CRC sont analysés ;
3. La valeur ajoutée des services rendus par le Centre dans la promotion des activités des communautés, des associations membres et autres structures par extension est vérifiée et appréciée ;
4. La perception des autorités locales, des OCB (membres et non membres) et autres Institutions sur le Centre est appréciée ;
5. Les services rendus par le Centre dans la zone sont vérifiés et analysés ;
6. La procédure de reconnaissance officielle/juridique du Centre est vérifiée ;
7. Les forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone sont identifiées ;
8. Les défis et les difficultés majeurs rencontrés par le Centre dans la zone sont identifiés et analysés ;
9. Les opportunités existantes pour le développement durable du Centre sont identifiées et analysées
10. Les perspectives d'avenir du Centre sont analysées dans un contexte d'autonomisation sont appréciées.
11. L'organisation et le fonctionnement interne du centre sont appréciés.

## **VII. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION :**

### **VII.1. Mission d'évaluation :**

La phase terrain est la plus importante de cette évaluation. Une mission conduira l'évaluateur/Consultant dans la zone du projet en vue des entretiens avec toutes les parties prenantes du projet et cela sur la base du chronogramme convenu entre les parties contractantes. A l'issue de cette mission, un rapport provisoire sera rédigé par l'Évaluateur/Consultant. Ledit rapport sera présenté lors d'une réunion organisée par la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest.

### **VII.2. Travail préparatoire :**

Afin de mieux cerner les contours de l'évaluation, une rencontre de cadrage réunira le Consultant/l'Évaluateur et la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest. La date de cette rencontre sera fixée de commun accord entre les deux parties. La séance sera aussi mise à profit pour discuter des

éléments du contrat et mettre à la disposition du Consultant/Evaluateur toute la documentation nécessaire à l'accomplissement de la mission.

### **VII.3. Livrables attendus :**

- Un rapport provisoire en Français, qui prend en compte tous les aspects du programme, sera soumis à la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest en version électronique sous format Word dans un délai de 72 h, au moins, avant la présentation du rapport provisoire ;
- Un rapport définitif en Français intégrant les observations faites lors de la présentation du rapport provisoire sera produit en 4 exemplaires papiers et envoyé en version électronique sous format Word. Il sera la propriété de la Fondation Strømme Afrique de l'Ouest.
- Sans être limitatif, le document final comprendra :
- Un résumé exécutif (2 pages maximum) reprenant, les principales constatations, les recommandations et conclusions ;
- un rappel de la méthodologie employée ;
- des observations et résultats de l'évaluation, selon les termes définis plus haut ;
- des recommandations concrètes (liées aux observations et résultats de l'évaluation) et constructives à adresser aux différentes parties prenantes (SFWA, ONG EVEIL, Modérateurs, animateurs et Associations membres).

### **VII.4. Critères de Sélection du Consultant/Evaluateur :**

Le Consultant/l'Evaluateur est invité, en prenant connaissance des présents TDR, à faire parvenir des propositions technique et financière pour la réalisation de l'évaluation par e-mail aux personnes ci-après :

- Solimane COULIBALY ; solimane.coulibaly@stromme.org
- Moussa Ouédraogo ; moussa.ouedraogo@stromme.org
- Andrea Ahouassa Adedodja; andrea.ahouassa@stromme.org
- Michel SAWADOGO; michel.sawadogo@stromme.org
- Malick Tangara; malick.tangara@stromme.org
- Mariame COULIBALY; mariame.coulibaly@stromme.org

La sélection du Consultant/Evaluateur s'effectuera par un jury composé uniquement de staff de la SFWA sur la base des critères suivants :

- La compréhension du sujet ;
- La démarche méthodologique proposée ;
- Les qualifications et compétences du Consultant/Evaluateur
- La composition, les qualifications et les compétences des membres de l'équipe d'enquêteurs (au cas où) ;
- L'expérience et la connaissance de la zone du projet;
- L'expérience de la problématique du projet à évaluer ;
- Le budget de la prestation ;
- Le chronogramme de réalisation de la prestation.

**ANNEXE 2 : CHRONOGRAMME DES ACTIVITES SUR LE TERRAIN**  
(Du 30 juin au 07 juillet2015)

<b>N</b>	<b>Activités</b>	<b>Durée / nombre jours</b>	<b>Période/ dates</b>	<b>Responsables / participants</b>
<b>1</b>	<b>Voyage Bamako- Sévaré</b>	01j	30/06/2015	Consultant / Evalueur
<b>2</b>	Rencontre avec les autorités locales et l'équipe de coordination de l'ONG EVEIL et du CRC: Collecte de documents complémentaires, Affinement de l'échantillon, Entretien, Préparation des visites de terrain.	01j	01/07/2015	Consultant / Evalueur, Equipe ONG EVEIL, CRC « Bolongal Faamu », Conseil Régional et services affiliés
<b>3</b>	Voyage sur N'Dodjiga et visites des antennes de Fatoma et Konna et rencontres avec les Modérateurs / Animateurs.	01j	02/07/2015	Consultant / Evalueur, Modérateurs / Animateurs, OCB visitées
<b>4</b>	Partage des outils de collecte avec le Consultant associé (Assistant) à Sah. Démarrage des visites de terrain dans la commune du N'Dodjiga. (collecte de données et visites réalisations)	01j	03/07/2015	Consultant / Evalueur, Assistant, Modérateurs / Animateurs, OCB, Ménages, Collectivités territoriales, autres partenaires
<b>5</b>	Suite visite des villages échantillons sélectionnés (collecte de données et visites réalisations)	2,5j	04 et 06/07/2015	Consultant / Evalueur, Assistant, Modérateurs / Animateurs, OCB, Ménages, Collectivités territoriales, autres partenaires
<b>6</b>	<b>Retour Youwarou –Sévaré (A partir de 12 heures 00)</b>	0,5j	06/07/2015	Consultant / Evalueur
<b>7</b>	<b>Retour Sévaré-Bamako</b>	01	07/07/2015	Consultant / Evalueur

## ANNEXE 3 : LISTE DES PERSONNES ET STRUCTURES RENCONTREES

### 1. Liste des personnes rencontrées lors des enquêtes ménages

Nom de l'interviewé		Organisation d'appartenance	Activité de l'OCB	Villages	Commune
Prénoms	Nom				
Baba	BORE	Karambassi (GTZI)	Riziculture	Sah	N'dodjiga
Boubacar Oussou	MAIGA	GTZII	Riziculture	Sah	N'dodjiga
Seïbou	KASSAMBARA	Benkadi	Riziculture	Sah	N'dodjiga
Allaye Bocar	BARRY	Allareyni	Riziculture	Diogui-Ouro	N'dodjiga
Demba Diogui	TRAORE	Gomnikonday	Culture du riz	Diogui-Saré	N'dodjiga
Souleymane	KONTA	Benkadi	Riziculture	Socoura	N'dodjiga
Hamadi	KASSAMBARA	Badenya	Riziculture	Nambo	N'dodjiga
El Hadji	YATTARA	Waalde Koloy	Riziculture	Kokoro	Dirma
Boureïma Yoro	BILAKORO	Koubowi	Riziculture	Modioko	Dirma

### 2. Liste des personnes ressources des structures

Prénoms et nom	Commune	Cercle	Structure	Fonction
Lassina DEBA	Socoura	Mopti	ONG EVEIL	Coordinateur
Nabouna A. TRAORE	Socoura	Mopti	ONG EVEIL	Personne ressource
Thiéna COULIBALY	N'dodjiga	Youwarou	CRC	Modérateur
Hamadi Tiambal TRAORE	N'dodjiga	Youwarou	CRC	Modérateur
Moussa Tougadou TRAORE	N'dodjiga	Youwarou	CRC	Vice-Présidente
Issa TAMBOURA	N'dodjiga	Youwarou	CRC	Secrétaire à l'organisation
Téyi Nadio	Konna	Mopti	Comité d'Orientation	Présidente
Aïssata Kampo	Konna	Mopti	Comité d'Orientation	Membre CRC
Ousmane Katilé	Konna	Mopti	Comité d'Orientation	Modérateur
Nabouna Abou Traoré	Konna	Mopti	Comité d'Orientation	Personne ressource CRC
Zakariya ABDOU	CommuneV	Bamako	Fondation Stromme	, Directeur Régional
Andrea AHOUASSA	CommuneV	Bamako	Fondation Stromme	Chargée de programme senior
Solimane COULIBALY	CommuneV	Bamako	Fondation Stromme	Chargé de suivi-évaluation
Moussa, OUEDRAOGO	CommuneV	Bamako	Fondation Stromme	Coordinateur du Programme Education

### 3. Liste des OCB rencontrées en focus groupes

Nom de l'organisation	Membres rencontrés			Villages	Commune
	Prénoms	Nom	Fonction dans l'organisation		
Karambassi / GTZI	Hama	KASSAMBARA	Président	Sah	N'dodjiga
	Kisso	MACINANKE	Trésorier		
	Ousmane	COULIBALY	Approvisionnement / Commercialisation		
	Bocar	TOURE	Magasinier		
	Hamadoun	TRAORE	Secrétaire au recouvrement		
	Sekou	KASSAMBARA	Membre		
	Baba	BORE	Membre		
	Amadou	TOURE	Membre		
GTZII	Mobo Tiémata	BALLO	Vice-Président		
Benkadi	Seïbou	KASSAMBARA	Vice-Président		
	Boureïma	KASSAMBARA	Secrétaire à l'organisation		
	Boubacar	COULIBALY	Membre		
Benkadi	Drissa Amadou	TANGARA	Secrétaire à la commercialisation	Socoura	
	Samba	SOGOBA	Vice-Président		
	Hamadoun	TANAPO	Secrétaire administratif		
	Souleymane	KONTA	Secrétaire à la commercialisation		
Allareyni	Yoro Guidado	BARRY	Président	Diogui	
	Allaye Bocar	BOCOUM	Trésorier		
Gomnikondey	Hamadi Tiambal	TRAORE	Secrétaire administratif		
	Hamadi Afo		Membre		
	Demba Diogui	TRAORE	Trésorier		
Badenya	Tiéna	COULIBALY	Modérateur	Nambo	
	Samba	DJIRE	Secrétaire administratif		
	Hamadi	COULIBALY	Membre		
	Aly	GOUMBALE	Membre		
	Amadou	DJIRE	Pompiste		
Waalde Koloyi	Samba	TAMBOURA	Vice-Président	Kokoro	
	El Hadji	YATTARA	Contrôleur		
	Hamadi Tiambal	MAÏGA	Délégué à la commercialisation		
Koubowi	Oumar Hama	MAIGA	Président	Modioko	
	Boureïma Yoro	BILAKORO	Trésorier		
Soma	Hamadi	DIARRA	Secrétaire	Babagoungou	

**ANNEXE 4 : RECEPICE DE RECONNAISSANCE CRC N'DODJIGA**

HAUT COMMISSARIAT DE Mopti REPUBLIQUE DU MALI  
DIRECTION REGIONALE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE DE Mopti Un Peuple - Un But - Une Foi  
SERVICE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE DE Youwarou

RECEPISSE N° 0107 /SDSES

Le Chef de Service du Développement Social et de l'Economie Solidaire

Vu la loi N° 01 - 076 18 juillet 2001 régissant les sociétés coopératives en République du Mali

Vu l'ordonnance n° 00063/P - RM du 29 septembre 2000 portant création de la Direction Nationale de la protection Sociale et de l'Economie Solidaire;

Vu le décret n° 01 - 003/P - RM du 05 janvier 2001 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Direction Nationale de la protection Sociale et de l'Economie Solidaire;

Certifie avoir reçu de madame, Monsieur OUAMIANO TRAORE  
Président ( e ) du Conseil d'administration de la société coopérative dénommée Union  
Bolongal Fia - Demeurant à Diogui / C Les statuts de la ladite  
mu - N'Dodjiga

Société coopérative et pris acte de son enregistrement sous le numéro 002/2014 Greffe du Tribunal de première instance de Youwarou Le siège Social de la Société Coopérative est situé à N'Dodjiga Elle est inscrite Sous le numéro 0107 du répertoire des sociétés coopératives

**Bocari Badara TRAORE**  
Administrateur de l'Action Sociale

Youwarou le 18/6/2014  
Le Chef de Service du Développement Social et de l'Economie Solidaire

IMPRESSION KOÛE DISTRIBUTION  
Tél: 229 06 03 - Cell: 872 50 07

### **Préambule :**

L'union des sociétés coopératives du centre de ressources communautaire « Bolongal Faamu » de la commune de N'Dodjiga a pour base légale et réglementaire la loi N° 01-076 du 18/07/2001. Elle est fondée sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle et adhère aux principes coopératifs que sont l'adhésion libre, l'éducation et l'inter-coopération.

Elle place son action dans le cadre du développement économique et social de la République du Mali.

### **Chapitre I : constitution- Dénomination-Siege social- objet**

**Article 1 :** Il est crée entre les adhérents aux présents statuts, une union des sociétés coopératives du centre de ressources communautaire « Bolongal Faamu » de la commune de N'Dodjiga régie par la loi N° 01-076 du 18 juillet 2001.

**Article 2 :** Cette union des sociétés coopératives du centre de ressources communautaire « Bolongal Faamu » de la commune de N'Dodjiga ; elle regroupe les sociétés coopératives suivantes : « BADENYA » de Nambo, « RIZICULTEURS » de Gadia, « ANNIYA » de Tacoutala, « BENKAN » de Sokoura, « WAFAKOYE KONDEY » de Diogui, « BENKADI » de Sah, « BENKADI » de Sokoura, « SERIBA SOUNSOU » de Dirmandio, « FASO JIGI » de Sah, « TOYMA » de Diogui, « Multifonctionnelle » de Isseye, « GOMNI KONDEY » de Diogui. Son ressort territorial s'étend sur toute la commune de N'Dodjiga. La durée de l'union des sociétés coopératives du centre de ressources communautaire « Bolongal Faamu » est illimitée à compter de la date de son enregistrement. Son siège social est fixé à Sah. Il peut être transféré en tout autre lieu sur décision de l'assemblée générale.

**Article 3 :** L'union des sociétés coopératives du centre de ressources communautaire « Bolongal Faamu » de la commune de N'Dodjiga a pour :

#### **Objectif principal:**

- Contribuer à l'amélioration de la gestion des intérêts communs des sociétés coopératives.

#### **Objectifs spécifiques :**

- Orienter et coordonner les activités économiques des sociétés coopératives membres ;
- Fournir l'assistance financière, comptable et administrative dont les membres auront besoin.

### **Chapitre II : Adhésion- Retrait- Droit- Obligation des membres et Sanctions**

**Article 4:** Peut être membre de l'union des sociétés coopératives du centre de ressources communautaire « Bolongal Faamu » de la commune de N'Dodjiga. Toute société coopérative exerçant au moins une activité agricole qui manifeste le désir d'adhérer et qui s'engage à respecter les statuts et les

## ANNEXE 5 : FICHES RELATIVES A LA DEMARCHE

### GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LA SFWA

Commune : \_\_\_\_\_ Cercle : \_\_\_\_\_

Nom et prénom de l'interviewé : \_\_\_\_\_

Fonction de l'interviewé dans l'Organisation: \_\_\_\_\_

Date de l'interview : \_\_\_\_\_ Enquêteur : \_\_\_\_\_

1. Au démarrage de l'initiative CRC en 2009, la SFWA avait-elle une vision stratégique pour le Mali ?

---



---

- Comment la SFWA voyait l'initiative CRC contribuer à cette vision ?

---



---

2. Pensez-vous que l'initiative CRC contribue encore aux objectifs stratégiques de SFWA?

---



---

3. Application des recommandations évaluation 2013 :

- a. Quelle est votre appréciation du niveau d'application des recommandations de l'évaluation d'octobre 2013 dans le tableau ci-dessous ?

N	Intitulés recommandations	Niveaux d'application			Observations
		appliquées	partiellement appliquées	non appliquées	
<b>1</b>	<b>A l'endroit de la Fondation Stromme</b>				
	Dans l'immédiat, autoriser le centre à poursuivre le processus de sa reconnaissance juridique afin de lui permettre de démarcher les partenaires et de postuler pour des prestations rentrant dans le domaine de ses compétences.				
	Renforcer ses capacités opérationnelles en le dotant d'un bureau équipé et de moyens matériels propres pour l'animation des formations et pour les déplacements (motos).				
	Accroître ses capacités en ressources humaines en particulier dans le cercle de Youwarou où les besoins en appui conseil pour la mise en valeur des PPIV sont importants et réguliers.				
	Renforcer la visibilité du centre au niveau régional et local par un appui à une campagne adaptée de communication auprès des partenaires potentiels (OCB de la région, projets et programmes, collectivités territoriales, ONG, etc.).				
	Assurer un appui technique constant au centre durant une certaine période, sur la base d'engagements clairs et de résultats fixés en commun accord.				
<b>2</b>	<b>A l'endroit de l'ONG EVEIL</b>				
	Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec le Centre qui dispose d'un statut juridique ;				
	Contribuer pour une meilleure visibilité du centre en l'accompagnant dans sa campagne de communication (appui conseil, témoignage, introduction auprès de partenaires potentiels, etc.) ;				



	Fournir au centre un appui technique à la demande, sur la base de son expérience, notamment dans la zone de Youwarou.				
<b>3</b>	<b>A l'endroit des modérateurs et animateurs</b>				
	Se structurer et s'organiser pour une reconnaissance de leur centre ;				
	Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec l'ONG Eveil ;				
	Etablir une convention d'appui technique, financier et matériel avec la fondation Stromme sur la base d'engagements de résultats ;				
	Se doter de leur propre bureau pour la représentation du centre à Sévaré, la coordination de leurs activités dans les différentes zones d'interventions, la gestion du personnel, du matériel et des équipements de formation ;				
	Contribuer à leur propre campagne de communication auprès des partenaires potentiels (projets, programmes, ONG, collectivités, OCB,);				

b. Quelles sont les recommandations que vous formulez par rapport à celles non appliquées ou partiellement appliquées dans le tableau ci-haut ?

---

4. Analyse des résultats obtenus par rapport aux objectifs du projet de CRC ;

a. Quels sont les résultats obtenus par période par le projet CRC en fonction des objectifs fixés ?

<b>N</b>	<b>Formulation Objectifs</b>	<b>Indicateurs départ en 2009</b>	<b>Indicateurs intermédiaires en 2013</b>	<b>Indicateurs actuels en 2015</b>	<b>Ecart et appréciations</b>
<b>I</b>	<b>Impact / Objectif global :</b> <i>Accompagner le Centre de Ressources communautaire dans sa mission d'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie socio économique des communautés de base dans la Région de Mopti.</i>				
<b>II</b>	<b>Effets / objectifs spécifiques:</b>				
<b>1</b>	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités administratives, financières et opérationnelles du CRC pour répondre aux besoins d'appui-conseil de 100 OCB et de 4 partenaires</i>				
<b>2</b>	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs</i>				
<b>3</b>	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 3 : Appuyer l'identification et l'élaboration de projets du Centre de Ressources Communautaire</i>				
<b>4</b>	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs</i>				

b. Comment expliquez-vous de façon globale, les écarts constatés ?

---



---

5. S'il vous plait, veuillez donner votre opinion sur l'efficacité des aspects suivants, et donnez des recommandations au besoin:

- La conception et la mise en œuvre du projet. Pourquoi, vous pensez c'est efficace ? Pourquoi, vous ne le pensez pas ?

---



---

- Comment la mise en oeuvre peut-elle être améliorée?

---



---

- Le nombre de bénéficiaires et d'activités exécutées à ce stade du projet est-il efficace?

○ Pourquoi ? Expliquez

- Le niveau d'engagement des autorités maliennes et d'autres parties prenantes ?

○ Pourquoi ? Expliquez

- Le processus de gestion et la transparence dans les procédures de mise en oeuvre?

○ Pourquoi ? Expliquez

- La coordination et les stratégies de mise en oeuvre développées?

○ Pourquoi ? Expliquez

- Le niveau de coordination entre l'ONG EVEIL et la SFWA? L'ONG EVEIL et le CRC?

- Le niveau de communication avec la SFWA en rapport avec le projet?

- L'aptitude et la capacité actuelle de l'équipe du projet à atteindre les résultats escomptés à temps ?

○ Pourquoi ? Expliquez

6. La SFWA fait-elle le suivi du projet en dehors des évaluations externes? Comment cela se fait-il?

7. Arrive-t-il à la SFWA de conduire des audits de façon fortuite?

○ Pourquoi ? Expliquez

---

---

---

8. Attendez-vous du projet pour collecter des données sur les indicateurs financiers ?

---

---

- Quels types d'indicateurs ?

---

---

- Comment ?

---

---

- Selon vous, le projet fait-il correctement ce travail ?

---

---

9. Voudriez-vous apprécier le progrès accompli en vous Assurant de la conformité des termes de l'engagement entre l'ONG EVEIL et la SFWA?

---

---

- Pourquoi ? Expliquez

---

---

10. Quelle est votre opinion sur les questions de sécurité au Mali et leur impact sur le processus de mise en œuvre du projet ?

---

---

11. Quelles sont vos principales attentes de cette évaluation (success stories ou données quantitative, dernier délai pour le rapport final, contribution à l'évaluation finale etc.)?

---

---

12. Pour assurer la pérennité, la SFWA envisage-t-elle d'étendre l'initiative CRC ailleurs au Mali, et dans d'autres pays dans la sous-région Ouest-africaine?

---

---

13. La SFWA fait-elle face à des défis liés au financement de l'initiative CRC?

---

---

14. Quelles sont les leçons apprises de la mise en œuvre de l'initiative "Bolongal Faamu" en vue d'une réplique efficace?

---

---

## GUIDE D'ENTRETIEN AVEC L'ONG EVEIL

Commune : \_\_\_\_\_ Cercle : \_\_\_\_\_

Nom et prénom de l'interviewé : \_\_\_\_\_

Fonction de l'interviewé dans l'Organisation: \_\_\_\_\_

Date de l'interview : \_\_\_\_\_ Enquêteur : \_\_\_\_\_

1. Application des recommandations évaluation 2013 :
  - a. Quelle est votre appréciation du niveau d'application des recommandations de l'évaluation d'octobre 2013 dans le tableau ci-dessous ?

N	Intitulés recommandations	Niveaux d'application			Observations
		appliquées	partiellement appliquées	non appliquées	
<b>1</b>	<b>A l'endroit de la Fondation Stromme</b>				
	Dans l'immédiat, autoriser le centre à poursuivre le processus de sa reconnaissance juridique afin de lui permettre de démarcher les partenaires et de postuler pour des prestations rentrant dans le domaine de ses compétences.				
	Renforcer ses capacités opérationnelles en le dotant d'un bureau équipé et de moyens matériels propres pour l'animation des formations et pour les déplacements (motos).				
	Accroître ses capacités en ressources humaines en particulier dans le cercle de Youwarou où les besoins en appui conseil pour la mise en valeur des PPIV sont importants et réguliers.				
	Renforcer la visibilité du centre au niveau régional et local par un appui à une campagne adaptée de communication auprès des partenaires potentiels (OCB de la région, projets et programmes, collectivités territoriales, ONG, etc.).				
	Assurer un appui technique constant au centre durant une certaine période, sur la base d'engagements clairs et de résultats fixés en commun accord.				
<b>2</b>	<b>A l'endroit de l'ONG EVEIL</b>				
	Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec le Centre qui dispose d'un statut juridique ;				
	Contribuer pour une meilleure visibilité du centre en l'accompagnant dans sa campagne de communication (appui conseil, témoignage, introduction auprès de partenaires potentiels, etc.) ;				
	Fournir au centre un appui technique à la demande, sur la base de son expérience, notamment dans la zone de Youwarou.				
<b>3</b>	<b>A l'endroit des modérateurs et animateurs</b>				
	Se structurer et s'organiser pour une reconnaissance de leur centre ;				
	Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec l'ONG Eveil ;				
	Etablir une convention d'appui technique, financier et matériel avec la fondation Stromme sur la base d'engagements de résultats ;				
	Se doter de leur propre bureau pour la représentation du centre à Sévaré, la coordination de leurs activités dans les différentes zones d'interventions, la gestion du personnel, du matériel et des équipements de formation ;				
	Contribuer à leur propre campagne de communication auprès des partenaires potentiels (projets, programmes, ONG, collectivités, OCB,);				

- b. Quelles sont les recommandations que vous formulez par rapport à celles non appliquées ou partiellement appliquées dans le tableau ci-haut ?

2. Analyse des résultats obtenus par rapport aux objectifs du projet de CRC ;

a. Quels sont les résultats obtenus par période par le projet CRC en fonction des objectifs fixés ?

N	Formulation Objectifs	Indicateurs départ en 2009	Indicateurs intermédiaires en 2013	Indicateurs actuels en 2015	Ecart et appréciations
I	<b>Impact / Objectif global :</b> <i>Accompagner le Centre de Ressources communautaire dans sa mission d'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie socio économique des communautés de base dans la Région de Mopti.</i>				
II	<b>Effets / objectifs spécifiques:</b>				
1	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités administratives, financières et opérationnelles du CRC pour répondre aux besoins d'appui-conseil de 100 OCB et de 4 partenaires</i>				
2	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs</i>				
3	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 3 : Appuyer l'identification et l'élaboration de projets du Centre de Ressources Communautaire</i>				
4	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs</i>				

b. Comment expliquez-vous de façon globale, les écarts constatés ?

3. Vérification et appréciation de la valeur ajoutée des services rendus par le centre dans la promotion des activités des communautés, des associations membres et autres structures par extension :

a. Quels sont, selon vous, les services rendus par le CRC aux OCB membres, autres structures par extension?

N	Services rendus par le CRC à la structure (OCB, autres à préciser)	Appropriation par la structure concernée <sup>8</sup>		Pourquoi ?
		oui	Non	

b. Quel a été, selon vous, l'apport de ces services dans la promotion de leurs activités ?

d. Quelles recommandations formulez-vous pour améliorer ces services ?

4. Appréciation de la perception des autorités locales, des OCB (membres et non membres) et autres institutions sur le centre

a. Perception des acteurs sur le CRC du point de vue de l'ONG EVEIL

N	Organisations/ Institutions	Avez-vous une idée de la perception des acteurs suivants sur le CRC ?	Quels commentaires pourriez-vous faire de cette perception ?

<sup>8</sup> Il peut s'agir d'une OCB membre, d'une institution collaborative etc.

1	Autorités locales		
2	OCB membres		
3	OCB non membres		
3	Représentation pays / SFWA		
4	Services Techniques d'état et projets.		
5	ONGs locales		
6	Collectivités territoriales		

b. Quelle est votre perception propre sur le CRC ?

---



---



---

5. Vérification et analyse des services rendus par le centre dans la zone

a. Citez et caractérisez les différents types de services rendus par le CRC dans la zone

Types de services rendus par le CRC	Pertinence des services proposés	Adaptabilité de l'approche	Les couts à payer	La qualité des services

b. Comment appréciez-vous les services rendus par le CRC du point de vue ?

i. De leur pertinence ?

---

ii. De leur efficacité ?

---

iii. De leur efficience ?

---

c. Quels autres commentaires pouvez-vous faire sur les services rendus par le CRC ?

---

6. Vérification de la procédure de reconnaissance officielle / juridique du centre (dispositions statutaires du CRC mises en place)

a. Le CRC dispose-t-il de statuts et de règlement intérieur ?

---

b. Où en est le CRC par rapport à sa reconnaissance officielle ?

---

c. Quelles sont les principales contraintes auxquelles est confronté le CRC pour sa reconnaissance officielle ?

---

---

d. Quelles recommandations formulez-vous pour lever ces contraintes ?

---

---

7. Identification des forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone

a. Quelles sont, selon vous, les forces du CRC dans la zone ?

---

---

c. Quelles sont, selon vous, les faiblesses du CRC dans la zone ?

---

---

8. Identification et analyse des défis et des difficultés majeurs rencontrés par le centre dans la zone

a. Quels sont, selon vous, les défis majeurs auxquels demeure confronté le CRC dans la zone ?

---

---

b. Quelles sont, selon vous, les contraintes majeures du CRC dans la zone ?

---

---

9. Identification et analyse des opportunités existantes pour le développement durable du centre

a. Quelles sont les opportunités qui existent dans la zone pour le développement durable du CRC ?

---

---

10. Analyse des perspectives d'avenir du Centre dans un contexte d'autonomisation

a. Si vous devriez vous prononcer sur l'autonomisation du CRC, quelles seraient les perspectives à envisager ?

i. En termes d'élaboration des DAO et de réalisation des prestations

---

---

ii. En termes d'expertise des modérateurs, des animateurs, etc. du CRC pour faire face au traitement des demandes et à la prise en charge de ces demandes des OCB, des CT et des ONG ?

---

---

iii. En termes de mobilisation de ressources grâce au renforcement des rapports de partenariat et / ou de collaboration ?

---

---

iv. En termes d'accroissement de la visibilité du centre dans la zone?

---

---

v. De façon spécifique, pensez-vous que le CRC a encore besoin de l'appui-accompagnement de la Fondation Stromme et l'ONG EVEIL ? Expliquez

---

---

---

---

vi. Si oui, quelles formes doit prendre cet appui-accompagnement et pendant combien de temps ?

---

---

b. Avez-vous des recommandations particulières à faire pour optimiser l'autonomisation du CRC ?

---

---

c. Quelles sont, selon vous, les conditions d'une réplique pertinente du CRC « Bolongal Faamu »?

---

---

11. Appréciation de l'organisation et du fonctionnement interne du centre.

a. Quelle est la structuration actuelle du CRC ?

---

---

b. Quelles sont les forces et les faiblesses de cette structuration sur le fonctionnement interne du CRC ?

---

---

c. Comment appréciez-vous les services rendus par le CRC du point de vue ?

i. De leur pertinence ?

---

---

ii. De leur efficacité ?

---

---

iii. De leur efficacité ?

---

---

d. Quelles sont les recommandations à faire pour améliorer le fonctionnement interne du CRC ?

---

---



**GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LE CRC « Bolongal faamu »**

Commune : \_\_\_\_\_ Cercle : \_\_\_\_\_

Nom et prénom de l'interviewé : \_\_\_\_\_

Fonction de l'interviewé dans l'Organisation: \_\_\_\_\_

Date de l'interview : \_\_\_\_\_ Enquêteur : \_\_\_\_\_

1. Application des recommandations évaluation 2013 :
  - a. Quelle est votre appréciation du niveau d'application des recommandations de l'évaluation d'octobre 2013 dans le tableau ci-dessous ?

N	Intitulés recommandations	Niveaux d'application			Observations
		appliquées	partiellement appliquées	non appliquées	
<b>1</b>	<b>A l'endroit de la Fondation Stromme</b>				
	Dans l'immédiat, autoriser le centre à poursuivre le processus de sa reconnaissance juridique afin de lui permettre de démarcher les partenaires et de postuler pour des prestations rentrant dans le domaine de ses compétences.				
	Renforcer ses capacités opérationnelles en le dotant d'un bureau équipé et de moyens matériels propres pour l'animation des formations et pour les déplacements (motos).				
	Accroître ses capacités en ressources humaines en particulier dans le cercle de Youwarou où les besoins en appui conseil pour la mise en valeur des PPIV sont importants et réguliers.				
	Renforcer la visibilité du centre au niveau régional et local par un appui à une campagne adaptée de communication auprès des partenaires potentiels (OCB de la région, projets et programmes, collectivités territoriales, ONG, etc.).				
	Assurer un appui technique constant au centre durant une certaine période, sur la base d'engagements clairs et de résultats fixés en commun accord.				
<b>2</b>	<b>A l'endroit de l'ONG EVEIL</b>				
	Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec le Centre qui dispose d'un statut juridique ;				
	Contribuer pour une meilleure visibilité du centre en l'accompagnant dans sa campagne de communication (appui conseil, témoignage, introduction auprès de partenaires potentiels, etc.) ;				
	Fournir au centre un appui technique à la demande, sur la base de son expérience, notamment dans la zone de Youwarou.				
<b>3</b>	<b>A l'endroit des modérateurs et animateurs</b>				
	Se structurer et s'organiser pour une reconnaissance de leur centre ;				
	Etablir une convention globale de partenariat « gagnant-gagnant » avec l'ONG Eveil ;				
	Etablir une convention d'appui technique, financier et matériel avec la fondation Stromme sur la base d'engagements de résultats ;				
	Se doter de leur propre bureau pour la représentation du centre à Sévaré, la coordination de leurs activités dans les différentes zones d'interventions, la gestion du personnel, du matériel et des équipements de formation ;				
	Contribuer à leur propre campagne de communication auprès des partenaires potentiels (projets, programmes, ONG, collectivités, OCB,);				

- b. Quelles sont les recommandations que vous formulez par rapport à celles non appliquées ou partiellement appliquées dans le tableau ci-haut ?

2. Analyse des résultats obtenus par rapport aux objectifs du projet de CRC ;

a. Quels sont les résultats obtenus par période par le projet CRC en fonction des objectifs fixés ?

N	Formulation Objectifs	Indicateurs départ en 2009	Indicateurs intermédiaires en 2013	Indicateurs actuels en 2015	Ecart et appréciations
I	<b>Impact / Objectif global :</b> <i>Accompagner le Centre de Ressources communautaire dans sa mission d'amélioration de la gouvernance des OCB et des conditions de vie socio économique des communautés de base dans la Région de Mopti.</i>				
II	<b>Effets / objectifs spécifiques:</b>				
1	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités administratives, financières et opérationnelles du CRC pour répondre aux besoins d'appui-conseil de 100 OCB et de 4 partenaires</i>				
2	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs</i>				
3	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 3 : Appuyer l'identification et l'élaboration de projets du Centre de Ressources Communautaire</i>				
4	<i>Au niveau de l'objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités de 15 modérateurs et 5 animateurs</i>				

b. Comment expliquez-vous de façon globale, les écarts constatés ?

c. Quelle est la dernière situation de l'adhésion des OCB (nom, taille, localisation) au CRC « Bolongal faamu » ?

3. Vérification et appréciation de la valeur ajoutée des services rendus par le centre dans la promotion des activités des communautés, des associations membres et autres structures par extension :

a. Quels sont, selon vous, les services rendus par le CRC « Bolongal faamu » aux OCB membres, autres structures par extension?

N	Services rendus par le CRC à la structure (OCB, autres à préciser)	Appropriation par la structure concernée <sup>9</sup>		Pourquoi ?
		Oui	Non	

b. Quel a été, selon vous, l'apport de ces services dans la promotion de leurs activités ?

<sup>9</sup> Il peut s'agir d'une OCB membre, d'une institution collaborative etc.

- c. Parlez de la pertinence et de la valeur ajoutée des différents modules de formation conçus dans le renforcement des capacités des OCB en priorisant selon le centre d'intérêt des populations et la contribution au renforcement des capacités des responsables OCB et à l'amélioration des conditions de vie des populations

Différentes formations reçues selon l'ordre décroissant d'importance	Justification de la pertinence de la formation	Valeur ajoutée justifiée de la formation

- d. Comment appréciez-vous le rythme et les résultats de traitement par le centre des demandes d'appui exprimées par l'OCB ?

Nature des demandes d'appui adressées au centre	Date de dépôt de la demande	Date de réponse à la demande	Appréciation du délai de traitement de la demande

- e. Appréciation du degré d'adhésion de l'OCB à l'initiative du centre selon les critères pertinents et vérifiables suivants :

Niveau de paiement des cotisations	Nombre de services demandés au centre par an	Nombre de participation aux formations	Niveau de paiement des services rendus

- f. Quelles recommandations formulez-vous pour améliorer ces services ?

---



---



---

4. Appréciation de la perception des autorités locales, des OCB (membres et non membres) et autres institutions sur le centre

- a. Perception des acteurs sur le CRC du point de vue du CRC lui-même

N	Organisation/ Institutions	Avez-vous une idée de la perception des acteurs suivants sur le CRC ?	Quels commentaires pourriez-vous faire de cette perception ?
1	Autorités locales		
2	OCB membres		
3	OCB non membres		
3	Représentation pays / SFWA		
4	Services Techniques d'état et projets.		
5	ONGs locales		
6	Collectivités territoriales		

b. Quelle est votre perception propre sur votre entité CRC ?

---

---

---

5. Vérification et analyse des services rendus par le centre dans la zone

a. Citez et caractérisez les différents types de services rendus par le CRC dans la zone

Types de services rendus par le CRC	Pertinence des services proposés	Adaptabilité de l'approche	Les couts à payer	La qualité des services

b. Quelle appréciation faites-vous sur la fonctionnalité des OCB appuyées ? Argumentez votre réponse tout en faisant ressortir la part du CRC « Bolongal Faamu » dans cette fonctionnalité.

---

---

---

c. Quels liens peut-il y avoir entre une plus grande connaissance des OCB sur le CRC (historique, approche, appuis et OCB appuyés et institutions partenaires) et l'adhésion de celles-ci à « Bolongal Faamu » ainsi qu'à ses services ?

---

---

---

d. Comment appréciez-vous les performances de vos agents modérateurs / animateurs par rapport aux services rendus aux bénéficiaires (OCB, autres bénéficiaires à préciser)?

---

---

e. Quels autres commentaires pouvez-vous faire sur les services rendus par le CRC ?

---

---

---

6. Vérification de la procédure de reconnaissance officielle / juridique du centre (dispositions statutaires du CRC mises en place)

a. Le CRC dispose-t-il de statuts et de règlement intérieur ?

---

---

b. Où en est le CRC par rapport à sa reconnaissance officielle ?

---

---

c. Quelles sont les principales contraintes auxquelles est confronté le CRC pour sa reconnaissance officielle ?

---

---

7. Identification des forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone

a. Quelles sont, selon vous, les forces du CRC dans la zone ?

---

---

---

b. Quelles sont, selon vous, les faiblesses du CRC dans la zone ?

---

---

---

8. Identification et analyse des défis et des difficultés majeurs rencontrés par le centre dans la zone

a. Quels sont, selon vous, les défis majeurs auxquels demeure confronté le CRC dans la zone ?

---

---

---

b. Quelles sont, selon vous, les contraintes majeures du CRC dans la zone ?

---

---

---

9. Identification et analyse des opportunités existantes pour le développement durable du centre

a. Quelles sont les opportunités qui existent dans la zone pour le développement durable du CRC ?

---

---

---

b. Quelle analyse faites-vous du réseau de partenariat actuel du CRC (SFWA, OCB, ONGs, autres à préciser) ?

---

---

---

10. Analyse des perspectives d'avenir du Centre dans un contexte d'autonomisation

a. Si vous devriez vous prononcer sur l'autonomisation du CRC, quelles seraient les perspectives à envisager ?

iv. En termes d'élaboration des DAO et de réalisation des prestations

---

---

---

v. En termes d'expertise des différents acteurs du CRC (modérateurs, animateurs, etc.) pour faire face au traitement des demandes et à la prise en charge de ces demandes des OCB, des CT et des ONG ?

---

---

---

vi. En termes de mobilisation de ressources grâce à une meilleure visibilité du centre dans la zone et la stratégie mise en œuvre pour établir des rapports de partenariat ou de collaboration ?

---

---

---

vii. De façon spécifique, pensez-vous que le CRC a encore besoin de l'appui-accompagnement de la Fondation Stromme et de l'ONG EVEIL ?

---

---

---

viii. Si oui, quelles formes doit prendre cet appui-accompagnement et pendant combien de temps ?

---

---

---

b. Que doit faire le CRC en termes de marketing de ses produits auprès de sa clientèle notamment auprès des OCB qui ne bénéficient pas de son appui ?

i. Identification des partenaires actuels des OCB non appuyées par le centre :

---

---

---

ii. Citation des raisons sous-tendant le non appui par le centre :

---

---

---

iii. Perspectives et recommandations pour un partenariat avec le centre

Approche	Nature des Services	Qualité des prestations	Coûts des prestations

c. Dans une perspective d'autonomisation de CRC, quels rôles attribuerez-vous aux partenaires suivants :

i. La Fondation Stromme

---

---

---

ii. L'ONG EVEIL

---

---

---

d. Avez-vous des recommandations particulières à faire pour optimiser l'autonomisation du CRC ?

---

---

---

e. Quelles sont, selon vous, les conditions d'une réplique pertinente du CRC « Bolongal Faamu » ?

---

---

---

11. Appréciation de l'organisation et du fonctionnement interne du centre.

a. Quelle est la structuration actuelle du CRC ?

---

---

---

b. Quelles sont les forces et les faiblesses de cette structuration sur le fonctionnement interne du CRC ?

---

---

---

c. Commentez, en donnant des arguments, la qualité et la valeur ajoutée des outils de formation utilisés au niveau du CRC;

---

---

---

d. Quelles sont les capacités et compétences des différents acteurs locaux du centre ?

---

---

---

e. Quelle appréciation faites-vous des relations de travail du CRC avec les modérateurs et les animateurs ?

---

---

---

---

f. Quelles sont les recommandations à faire pour améliorer le fonctionnement interne du CRC ?

---

---

---

---

**GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE (OCB) DE LA ZONE DU PROJET**

**1. Identification de l'OCB:**

Village : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_ Cercle : \_\_\_\_\_

Nom de l'Organisation : \_\_\_\_\_

Type d'organisation : Mixte / \_\_\_ / F / \_\_\_ / H / \_\_\_ / Nbre de membres : / \_\_\_ / dont F / \_\_\_ /

Membre du CRC : Oui / \_\_\_ / Non / \_\_\_ /

Nom et prénoms des personnes rencontrées:	Fonction dans l'organisation
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----
-----	-----

Date de l'interview : \_\_\_\_\_ Enquêteur : \_\_\_\_\_

**2. Questions/thèmes :**

**a. Connaissance du Centre de Ressources Communautaires :**

- i. Dans quelles circonstances avez-vous connu le CRC de la SFWA ?  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
  
- ii. Quels sont, selon vous, ses objectifs dans le cercle de Youwarou?  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
  
- iii. Quels sont les domaines d'intervention du CRC en général et dans votre zone en particulier?  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
  
- iv. Quels sont les bénéficiaires de ses actions en général et dans votre zone en particulier?  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
  
- v. Quels sont les partenaires du CRC en général et dans votre zone en particulier?



---

---

---

vi. Qu'est ce que le CRC fait actuellement avec votre organisation ?

---

---

---

**b. Appréciations générales des actions du CRC :**

i. Qu'est-ce qui vous semble avoir marché dans les actions initiées par le CRC ?

---

---

---

- Pourquoi ?
- 
- 
- 

ii. Qu'est ce qui vous semble n'avoir pas marché dans le CRC ?

---

---

---

- Pourquoi ?
- 
- 
- 

iii. Quelles sont selon vous les perspectives pour les actions du CRC dans la zone ?  
Expliquez

---

---

---

**c. Changements intervenus :**

i. Selon vos constats, qu'est ce qui a changé dans la manière de faire, d'être et de penser des populations dans les domaines ci-après? Ces changements ont-ils été positifs ou négatifs ? Pourquoi ?

Différentes manières	Selon les Secteurs ci-dessous :	Changements positifs	Changements négatifs	Observations (Part de du CRC dans les changements)
LE FAIRE (utilisation de moyens de production : outillages, techniques et pratiques)	Santé (+eau, hygiène, assainissement )			
	Education			
L'ETRE (Accès aux services)	AGR (+agriculture, environnement, artisanat)			
LE PENSER (comportement dans les différents secteurs d'intervention)	Gouvernance (+Genre)			

- ii. Quels sont les changements produits dans votre façon de faire et dans votre méthode d'organisation par rapport à :

<b>L'IMPORTANCE DES STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT</b>					
Indicateurs	Situation des indicateurs sur l'importance des Structures				
	Démarrage du CRC : 2009	Période intermédiaire 2013		Actuellement en 2015	Observations, part du CRC
<i>Nombre Comités de gestion villageoise</i>					
<i>Nombre d'Organisations de jeunes</i>					
<i>Nombre Organisations (associations) de Femmes</i>					
<i>Nombre Groupements Economiques de Femmes</i>					

<b>LA FONCTIONNALITE DES STRUCTURES</b>							
Indicateurs	Situation des indicateurs sur la fonctionnalité des structures						
	Démarrage du CRC : 2009		Période intermédiaire 2013		Actuellement en 2015		Observations, part du CRC
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	
<i>Respect des rencontres statutaires de l'OCB (CA, CS, AG)</i>							
<i>Connaissance des attributions et fonctions des responsables de l'OCB</i>							
<i>Planification des activités de l'OCB</i>							
<i>Disposition d'un compte bancaire</i>							
<i>Constitution de dossier de crédit bancaire</i>							
<i>Tenue des documents</i>							
<i>Gestion de l'approvisionnement en intrant</i>							
<i>Présentation en AG des rapports des commissaires au compte</i>							

<b>GESTION DE LA DECENTRALISATION</b>					
Indicateurs	Situation des indicateurs sur les Activités des structures				
	Démarrage du CRC : 2009	Période intermédiaire 2013		Actuellement en 2015	Observations, part du CRC
<i>Nombre Rencontres entre les élus et villageois</i>					
<i>Nombre Rencontres CRC et les communautés</i>					
<i>Nombre de Formations des élus</i>					
<i>Nombre de Plans de développement communal conçus et appliqués</i>					

<b>DEGRE DE VULGARISATION DE L'ALPHABETISATION</b>					
Indicateurs	Situation des indicateurs sur le niveau d'alphabétisation des organisations				
	Démarrage du CRC : 2009	Période intermédiaire 2013		Actuellement en 2015	Observations, part du CRC
<i>Nombre de Comités de gestion passée du code oral au code écrit</i>					
<i>Nombre d'Organisations de jeunes passées du code oral au code écrit</i>					
<i>Nombre d'Organisations de femmes passées du code oral au code écrit</i>					
<i>Nombre de Groupements Femmes passés du code oral au code écrit</i>					

DEGRE D'IMPLICATION DES FEMMES							
Indicateurs	Situation des indicateurs sur l'implication des femmes dans les activités de développement						
	Démarrage du CRC : 2009		Période intermédiaire 2013		Actuellement en 2015		Observations, part du CRC
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	
<i>Perception positive des villageois sur le rôle de la femme</i>							
<i>Participation des femmes aux réunions de bureau et/ou de comité</i>							
<i>Implication des femmes dans la sensibilisation</i>							
<i>Implication des femmes dans la mise en place des infrastructures (contribution physique, financière conceptuelle et/ou décisionnelle)</i>							

iii. Quels changements peuvent être attribués au projet ?

---



---

iv. Lesquels ne peuvent pas être attribués au projet ?

---



---

v. Quels sont les autres facteurs qui ont joué un rôle dans les changements intervenus ?

---



---

vi. Quels sont les changements produits dans l'efficacité et la qualité au niveau de votre organisation ?

---



---

vii. Quelles sont vos propositions pour améliorer ces changements ?

---



---

d. Quelle est la perception de votre OCB sur le Centre ?

---



---

e. Vérification et analyse des différents services rendus par le centre et leur valeur ajoutée dans la promotion des activités de l'OCB et la communauté villageoise

i. Quels sont, selon vous, les services rendus par le CRC « Bolongal faamu » à votre OCB?

N	Services rendus à l'OCB et à la communauté	Appropriation par l'OCB		Pourquoi ?
		Oui	Non	

i. Quel a été, selon vous, l'apport de ces services dans la promotion de vos activités ?

---

---

ii. Parlez des différents modules de formation conçus dans le renforcement des capacités de votre OCB en priorisant selon votre centre d'intérêt et la contribution au renforcement des capacités de vos responsables OCB et à l'amélioration des conditions de vie de vos membres

Différentes formations reçues selon l'ordre décroissant d'importance	Justification de la pertinence de la formation	Valeur ajoutée justifiée de la formation

iii. Comment appréciez-vous les conditions d'adhésion des OCB au CRC ?

---

---

iv. Quelles recommandations formulez-vous pour améliorer ces services ?

---

---

f. Identification des forces et faiblesses de l'initiative CRC dans la zone  
Fournir votre appréciation en indiquant les succès, échecs enregistrés, ainsi que les potentialités détectées et obstacles à surmonter par le CRC dans votre ressort d'intervention.

i. Quelles sont, selon vous, les forces du CRC dans la zone ?

---

---

ii. Quelles sont, selon vous, les faiblesses du CRC dans la zone ?

---

---

iii. Quelles sont, selon vous, les potentialités du CRC dans la zone ?

---

---

iv. Quelles sont, selon vous, les obstacles à surmonter par le CRC dans la zone ?

---

---

g. Perspectives d'avenir du Centre dans un contexte d'autonomisation ;

i. Quelles perspectives d'avenir voyez-vous au Centre dans un contexte d'autonomisation ?

---

---

h. Organisation et fonctionnement interne du centre.

i. Quelle appréciation faites-vous de l'organisation et du fonctionnement interne du Centre ?

---

---

i. Prestations de services du CRC (vulgarisation agricole, développement communautaire, santé, éducation) :

i. Comment a évolué l'attitude du CRC vis-à-vis de vous par rapport aux problèmes et opportunités de réalisation de la sécurité alimentaires des ménages?

---

---

ii. Comment le CRC au niveau communal et au niveau village a-t-il amélioré la participation des populations aux prises de décisions?

---

---

iii. Pensez-vous que le CRC vous a dotés des compétences nécessaires pour aider les membres de votre organisation dans leurs propres efforts de développement? L'attitude de vos membres a-t-elle changé envers l'organisation ? Comment et pourquoi?

---

---

iv. Comment votre organisation au niveau de la commune et du village évalue-t-elle le soutien des autorités supérieures, et votre propre participation aux prises de décisions aux niveaux supérieurs en matière d'orientation programmatique et d'allocation de ressources?

---

---

v. Etes-vous satisfaits des prestations du CRC ? Oui /\_ / Non /\_ / Expliquez.

---

---

j. Potentialités pour l'appropriation des actions du CRC après l'arrêt du financement de la SFWA.

i. Les actions de développement pourront-elles continuer même après la fin du projet ?

- OUI ?
- NON ?

ii. Qu'est ce qui justifie cette réponse ?

i. Capacités renforcées et niveaux de maîtrise des acteurs locaux (l'OCB, ses membres et autres)?

---

---

- Expliquer :

---

---

ii. Nombre et nature des actions initiées et conduites avec succès par les bénéficiaires sans appui ou avec le minimum d'appui externe (par le projet ou autres)?

---

---

- Expliquer :

---

---

- iii. Ressources disponibles en nature, qualité et quantité suffisantes au niveau des bénéficiaires (ménages, groupement, associations, collectivités, services techniques)?

---

---

- Expliquer :

---

---

- iv. Montant des ressources financières mobilisées ces deux dernières années par les acteurs locaux : (par exemple, cotisations et revenus des activités pour les groupements) ?

---

---

- Expliquer :

---

---

- v. Capacités de négociations et partenariats établis par les acteurs (Evolution du nombre des partenaires et du nombre d'actions négociées et conclues par différents acteurs)?

---

---

- Expliquer :

---

---

- vi. Attitude générale des acteurs vis-à-vis de la mentalité d'assisté. (Cas ou signe d'acceptation ou de rejet de cette mentalité, ou autres) ?

---

---

- Expliquer :

---

---

- vii. Autres indicateurs ? :.....

---

---

- Expliquer :

---

---

- k. Quelles recommandations pensez-vous devoir faire au CRC, à l'ONG Eveil et à la SFWA pour améliorer les interventions du CRC et assurer son autonomisation :

---

---

---

---

**GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES MENAGES AGRICOLES MEMBRES DES OCB**

1. Identification du chef d'exploitation :

Village de : \_\_\_\_\_ Commune de : \_\_\_\_\_ Cercle de : \_\_\_\_\_

Prénom et nom \_\_\_\_\_ Sexe : H / \_\_ / , F / \_\_ / Age (en années) : \_\_\_\_\_

Statut matrimonial : Marié / \_\_ / Célibataire / \_\_ / Divorcé(e) / \_\_ / Veuf (ve) / \_\_ /

Total membres du ménage : \_\_ Hommes : \_\_ Femmes : \_\_ Enfants : Garçons ( ) Filles ( )

Appartenance à une OCB : Oui / \_\_ / , Non / \_\_ / Si Oui, nom de l'OCB \_\_\_\_\_

Activités de l'OCB \_\_\_\_\_

Date de l'interview : \_\_\_\_\_ Enquêteur : \_\_\_\_\_

2. Connaissance du Centre des Ressources Communautaires de la SFWA :

a. Dans quelles circonstances avez-vous connu le projet CRC de la SFWA ?

---

---

---

b. Quels sont, selon vous, ses objectifs dans le cercle de Youwarou?

---

---

---

c. Quels sont les domaines d'intervention du CRC en général et dans votre zone en particulier?

---

---

---

d. Quels sont les bénéficiaires de ses actions en général et dans votre zone en particulier?

---

---

---

---

---

e. Quels sont les partenaires du CRC en général et dans votre zone en particulier?

---

---

---

f. Qu'est ce que le CRC fait actuellement avec votre organisation ?

---

---

---

### 3. Renforcement des capacités :

#### a. Thèmes de formation reçue

Avez-vous bénéficié de formation dans les thèmes indiqués dans le tableau ci-dessous ?

Désignation	Evolution sur la période			Observations (Part du CRC)
	Démarrage en 2009	En 2013	Actuellement 2015	
la décentralisation	/ /	/ /	/ /	
la bonne gouvernance	/ /	/ /	/ /	
la citoyenneté	/ /	/ /	/ /	
le montage de projet et de dossiers de prêt bancaire	/ /	/ /	/ /	
la régénération naturelle assistée (RNA)	/ /	/ /	/ /	
la pratique du maraichage	/ /	/ /	/ /	
la pratique de l'embouche	/ /	/ /	/ /	

#### b. Mise en pratique de la formation

Avez-vous pratiqué cette formation ?

Thèmes de formation	Réponse de la mise en situation	Si oui, exemples concrets
la décentralisation	Oui / / Non / /	
la bonne gouvernance	Oui / / Non / /	
la citoyenneté	Oui / / Non / /	
le montage de projet et de dossiers de prêt bancaire	Oui / / Non / /	
la régénération naturelle assistée	Oui / / Non / /	
la pratique du maraichage	Oui / / Non / /	
la pratique de l'embouche	Oui / / Non / /	

#### c. Thèmes d'appui conseil reçu

Avez-vous bénéficié de l'appui ou conseil du CRC à travers l'OCB ?

Désignation	Evolution sur la période			Observations (Part du CRC)
	Démarrage en 2009	En 2013	Actuellement 2015	
la décentralisation	/ /	/ /	/ /	
la bonne gouvernance	/ /	/ /	/ /	
la citoyenneté	/ /	/ /	/ /	
le montage de projet et de dossiers de prêt bancaire	/ /	/ /	/ /	
la régénération naturelle assistée	/ /	/ /	/ /	
la pratique du maraichage	/ /	/ /	/ /	
la pratique de l'embouche	/ /	/ /	/ /	

#### d. Impacts du CRC sur le ménage

i. Quels sont les changements induits dans votre vie et ménage par l'avènement du CRC ?

---



---



---

ii. Pouvez-vous donner la part de l'OCB/CRC dans l'amélioration des revenus du ménage ?

- Niveau \_\_\_\_\_
- Indicateurs/illustrations \_\_\_\_\_



e. Niveaux de satisfaction par rapport aux formations ou appui conseils

Quel est votre niveau de satisfaction de ces formations et appuis conseils et dans quels domaines (0= non concerné ; 1= très satisfait ; 2= juste satisfait ; 3= peu satisfait ; 4=pas satisfait ; 5= ne sait pas) ? S'il vous plaît, justifiez.

Thèmes de formation	Niveau de satisfaction	Justification
la décentralisation	/ /	
la bonne gouvernance	/ /	
la citoyenneté	/ /	
le montage de projet et de dossiers de prêt bancaire	/ /	
la régénération naturelle assistée	/ /	
la pratique du maraichage	/ /	
la pratique de l'embouche	/ /	

f. Besoins en formation et appui conseil à prendre en compte par le CRC

Quels sont vos besoins en formation et appuis conseils que vous souhaiteriez être pris en charge par le centre ?

---



---

4. Recommandations :

i. Quelles suggestions et recommandations faites-vous à votre OCB ?

---



---

ii. Quelles suggestions et recommandations feriez-vous au CRC ?

---



---

**GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES MODERATEURS ET ANIMATEURS DU CRC**

Village : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_ Cercle : \_\_\_\_\_

Nom et prénom de l'interviewé : \_\_\_\_\_

Fonction de l'interviewé au du CRC: Modérateur / \_\_/ ou animateur / \_\_/

Date de l'interview : \_\_\_\_\_ Enquêteur : \_\_\_\_\_

1. En quoi consiste votre rôle au sein du CRC ?

a. Définir votre rôle

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

b. En lien avec ce rôle, quelles sont les activités menées au niveau du CRC ?

Principales activités	Formations reçues en rapport avec l'activité	Autres formations reçues	Appui conseil reçus

c. De façon spécifique, comment appréciez-vous les services rendus aux OCB et autres?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

2. Quelles sont les difficultés rencontrées dans la conduite des activités citées ainsi que les solutions préconisées ?

Activités	Difficultés rencontrées (nature et processus)	Solutions préconisées (au niveau du centre)	Besoins de formation et / ou appui conseil

3. Quelle appréciation faites-vous de vos relations de travail avec :

i. D'une part, le CRC ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

ii. D'autre part, avec les OCB et autres structures bénéficiaires des services du CRC ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

4. Quelles suggestions / recommandations faites-vous pour la poursuite des activités dans une perspective d'autonomisation ?

Activités	Suggestions et recommandations

**GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES RESPONSABLES VILLAGEOIS, LES LEADERS D'OPINIONS,  
LES COLLECTIVITES TERRITORIALES, LES ADMINISTRATIONS, LES SERVICES  
TECHNIQUES, ONG, AUTRES DE LA ZONE DU CRC**

1. Identification :

Commune : \_\_\_\_\_ Cercle : \_\_\_\_\_

Nom et prénom de l'interviewé : \_\_\_\_\_

Nature de l'Organisation

- Administration générale
- Service technique
- Collectivité Territoriale
- ONG
- Autre : (à spécifier) : \_\_\_\_\_

Nom de l'Organisation : \_\_\_\_\_

- Fonction de l'interviewé dans l'Organisation: \_\_\_\_\_

Date de l'interview : \_\_\_\_\_ Enquêteur : \_\_\_\_\_

2. Questions/thèmes :

a. Connaissance du Centre des Ressources Communautaires :

- i. Dans quelles circonstances avez-vous connu le CRC de la SFWA ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

- ii. Quels sont, selon vous, ses objectifs dans le cercle de Youwarou?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

- iii. Quels sont les domaines d'intervention du CRC en général et dans votre zone en particulier?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

- iv. Quels sont les bénéficiaires de ses actions en général et dans votre zone en particulier?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

- v. Quels sont les partenaires du projet CRC en général et dans votre zone en particulier?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

- vi. Quel a été votre niveau d'implication dans les actions de terrain et dans les débats généraux au sein du projet ?

b. Appréciations générales des actions du CRC :

i. Qu'est-ce qui vous semble avoir marché dans les actions initiées par le CRC ?

- Pourquoi ?

ii. Qu'est ce qui vous semble n'avoir pas marché ?

- Pourquoi ?

iii. De façon générale, comment trouvez-vous le CRC ?

iv. Quelles sont selon vous les perspectives pour les actions du projet dans la zone ? Pourquoi ?

c. Changements intervenus :

i. Selon vos constats, qu'est ce qui a changé dans la manière de faire, d'être et de penser des populations dans les domaines ci-après? Ces changements ont-ils été positifs ou négatifs ? Pourquoi ?

Différentes manières	Selon les Secteurs ci-dessous :	Changements positifs	Changements négatifs	Observations (Part de du CRC dans les changements)
LE FAIRE (utilisation de moyens de production : outillages, techniques et pratiques)	Santé (+eau, hygiène, assainissement)			
	Education			
L'ETRE (Accès aux services)	AGR (+agriculture, environnement, artisanat)			
LE PENSER (comportement dans les différents secteurs d'intervention)	Gouvernance (+Genre)			

ii. Quels sont les changements produits dans la façon de faire et dans la méthode d'organisation des communautés de la zone du CRC par rapport à :

- formalisme administratif ?
- connaissance des attributions et fonctions des responsables de l'OCB?
- planification des activités de l'OCB ?
- respect de la périodicité des réunions du CA, CS, AG?
- disposition d'un compte bancaire ?
- constitution de dossier de crédit bancaire ?
- tenue des documents :
  - PV des réunions, documents de caisse et de gestion ;
  - respect procédure de décaissement-encaissement ;
  - niveau d'endettement OCB et des membres
- gestion de l'approvisionnement en intrant ;
- proportion de femmes dans l'OCB et le bureau ;
- présentation en AG des rapports des commissaires au compte

iii. Quels changements peuvent être attribués au projet ?

---



---

iv. Lesquels ne peuvent pas être attribués au projet ?

---



---

v. Quels sont les autres facteurs qui ont joué un rôle dans les changements intervenus ?

---



---



---

vi. Quelles propositions pouvez-vous faire pour améliorer ces changements ?

---



---

d. Forces et faiblesses du projet :

Fournir votre appréciation en indiquant les succès, échecs enregistrés, ainsi que les potentialités détectées et obstacles à surmonter par le CRC dans votre ressort d'intervention.

i. Quelles sont, selon vous, les forces du CRC dans la zone ?

---

---

---

i. Quelles sont, selon vous, les faiblesses du CRC dans la zone ?

---

---

---

ii. Quelles sont, selon vous, les potentialités du CRC dans la zone ?

---

---

---

iii. Quelles sont, selon vous, les obstacles à surmonter par le CRC dans la zone ?

---

---

---

e. Potentialités pour l'appropriation des actions du CRC après l'arrêt du financement de la SFWA.

i. Les actions du CRC pourront-elles continuer même après la fin du projet ?

- OUI ?
- NON ?

ii. Qu'est ce qui justifie cette réponse ?

i. Capacités renforcées et niveaux de maîtrise des acteurs locaux (OCB, ses membres et autres)?

---

---

---

- Expliquer :

---

---

---

ii. Nombre et nature des actions initiées et conduites avec succès par les bénéficiaires sans appui ou avec le minimum d'appui externe?

---

---

---

- Expliquer :

---

---

---

iii. Ressources disponibles en nature, qualité et quantité suffisantes au niveau des bénéficiaires (ménages, groupement, associations, collectivités, services techniques)?

---

---

---

- Expliquer :

---

---

---

iv. Montant des ressources financières mobilisées ces deux dernières années par les acteurs locaux : (par exemple, cotisations et revenus des activités pour les groupements) ?

---

---

- Expliquer :

---

---

---

v. Capacités de négociations et partenariats établis par les acteurs (Evolution du nombre des partenaires et du nombre d'actions négociées et conclues par différents acteurs)?

---

---

- Expliquer :

---

---

---

---

vi. Attitude générale des acteurs vis-à-vis de la mentalité d'assisté. (Cas ou signe d'acceptation ou de rejet de cette mentalité, ou autres) ?

---

---

- Expliquer :

---

---

---

vii. Autres indicateurs ? :.....

---

---

- Expliquer :

---

---

3. Quelles recommandations pensez-vous devoir faire au CRC, à l'ONG EVEIL et à la SFWA pour améliorer les interventions du CRC:

---

---

---

---

---

---